



Géopolitique d'une Union européenne post-croissante

Faire plus avec moins

STUDY & DEBATE



GREEN EUROPEAN FOUNDATION



WETENSCHAPPELIJK
BUREAU GROENLINKS

Remerciements

Le présent rapport a été élaboré par la Green European Foundation. Il fait partie du projet *Geopolitics of a Post-Growth Europe*. Le projet est coordonné par le Wetenschappelijk Bureau GroenLinks en collaboration avec BlueLink (Bulgarie), Centre for Green Politics (Serbie), Etopia (Belgique), la Fondation de l'Écologie Politique (France), Green House Think Tank (Royaume-Unis) en Transición Verde (Espagne).

Rendez-vous sur www.geopoliticspostgrowth.eu pour plus d'interviews, de vidéos et autres rendus du projet.

Responsable de la publication : Richard Wouters (Wetenschappelijk Bureau GroenLinks)

Contributions : Pavel Antonov (BlueLink), Jonathan Essex (Green House Think Tank), Soledad García Consuegra en Raúl Gómez (Transición Verde), Sien Hasker en Laurent Standaert (Green European Foundation), Richard Wouters en Nicki Minnai (Wetenschappelijk Bureau GroenLinks), Predrag Momčilović (Center for Green Politics), Swen Ore (Etopia), Kévin Puisieux (Fondation de l'Écologie Politique).

Coordinatrice du projet pour le compte de la GEF : Sien Hasker (Green European Foundation)

Conception et mise en page : Klär.graphics

ISBN: 9789490515133

Mars 2024



Le texte et les illustrations de cette publication sont placés sous licence Creative Commons Attribution-ShareAlike 4.0 International (CC BY-SA 4.0). Pour le contrat de licence, consulter <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/legalcode>. Pour un résumé (pas un substitut), consulter <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0>.

Géopolitique d'une Union européenne post-croissante

Faire plus avec moins

Cette publication de la Green European Foundation a été réalisée grâce au soutien financier du Parlement européen à la Green European Foundation. Le Parlement européen n'est pas responsable du contenu de cette publication.

Le rapport est téléchargeable ici
www.geopoliticspostgrowth.eu
www.gef.eu/tools-and-publications



Green European Foundation

Rue du Fossé 3, L-1536 Luxembourg
Bureau à Bruxelles : Mundo Madou,
Av. des Arts 7/8, 1210 Bruxelles, Belgique
+32 2 329 00 50
info@gef.eu · www.gef.eu

La **Green European Foundation (GEF)** est une fondation politique européenne dont la mission est de contribuer à une sphère de débat européenne vivante et de favoriser une plus grande implication des citoyens dans la politique européenne. La GEF s'efforce de diffuser les débats sur les politiques européennes à l'intérieur et à l'extérieur de la famille politique écologiste. La fondation agit comme un laboratoire d'idées nouvelles et offre une éducation politique transfrontalière ainsi qu'une plateforme de coopération et d'échange au niveau européen.



Wetenschappelijk Bureau GroenLinks

Sint Jacobsstraat 12, Utrecht, Pays-Bas
Postbus 8008, 3503 RA Utrecht, Pays-Bas
info@wetenschappelijkbureaugroenlinks.nl
www.wetenschappelijkbureaugroenlinks.nl

Wetenschappelijk Bureau GroenLinks (WBGL) est un groupe de réflexion indépendant lié à GroenLinks, le parti vert néerlandais. WBGL s'efforce d'approfondir et d'élargir la pensée verte et progressiste. Il opère au carrefour de la science, de la société et de la politique..



BlueLink

257 Slivnitsa Boulevard, 1202 Sofia, Bulgarie
office@bluelink.net · www.bluelink.net



Center for Green Politics

Belgrade, Serbie
office@czp.org.rs · www.czp.org.rs



Etopia

Espace Kegeljan, 52 Avenue de Marlagne,
5000 Namur, Belgique
info@etopia.be · www.etopia.be



FONDATION DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

Fondation de l'Écologie Politique

31-33 Rue de la Colonie, 75013 Paris,
France
contact@fondationecolo.org
www.fondationecolo.org



Green House Think Tank

Wood House, Hallbankgate, Brampton,
CA8 2NJ, Royaume-Unis
info@greenhousethinktank.org
www.greenhousethinktank.org



Transición Verde

Madrid, Espagne
info@transicionverde.es
www.transicionverde.es

Table des matières

Avant-propos	5
par Sien Hasker & Laurent Standaert	

ESSAI

Épargner la planète, protéger la démocratie	7
par Richard Wouters	

ENTRETIENS

La géopolitique au-delà de la croissance	25
Entretien avec Gaya Herrington	

L'Europe peut-elle se défendre sans croissance ?	32
Entretien avec Sven Biscop	

Tourner le dos à l'extractivisme	40
Entretien avec Peter Newell	

L'accord commercial UE-Chili : Une perspective de décroissance	48
Entretien avec Gabriela Cabaña Alvear	

Quels sont les obstacles à la post-croissance ?	52
Entretien avec Giorgos Kallis & Cristina Monge	

RECOMMANDATIONS

Perspectives géopolitiques pour une Europe post-croissante	59
--	----

Sien Hasker est responsable
de programme au sein de la Green
European Foundation.

Laurent Standaert est le directeur
de la Green European Foundation.

Avant-propos

Sien Hasker & Laurent Standaert

Ce rapport n'est pas une lecture rassurante. Il soulève des questions délicates sur la relation entre croissance économique et puissance géopolitique.

Il est peu probable que nous puissions désamorcer la bombe à retardement climatique, sans parler des autres menaces écologiques, aussi longtemps que l'économie européenne continuera de croître. Pour retrouver un équilibre avec le monde vivant, nous devons réduire la surproduction et la surconsommation. Tel est l'appel lancé par le mouvement de la décroissance, qui gagne actuellement du terrain en Europe. Il affirme que les pays riches devraient cesser de poursuivre la croissance du PIB, une thèse que la science étaye sans cesse davantage.

La décroissance ne trouve cependant pas d'écho auprès des experts en politique étrangère et de sécurité. Et pour cause, en géopolitique, de nombreux déterminants de la puissance – tels que le commerce, l'aide, la technologie, la défense, etc. – sont étroitement liés au PIB. S'ils n'ignorent pas complètement les limites planétaires, les experts de la géopolitique claironnent le narratif de la « croissance verte » afin de réconcilier sécurité écologique et sécurité géopolitique. C'est ce discours, précisément, que les décroissants entendent réfuter.

Si la croissance verte peut représenter une solution de facilité pour les penseurs géopolitiques, le pacifisme et l'antimilitarisme professés par de nombreux décroissants confine à la naïveté, à l'heure où des autocraties agressives envahissent leurs voisins démocratiques. L'attaque de la Russie contre l'Ukraine a amené la guerre aux portes de l'Union européenne. Cette invasion

nous oblige à nous pencher sérieusement sur la défense et la dissuasion.

De toute évidence, les experts en décroissance et en géopolitique – universitaires ou personnes de terrain – doivent engager un dialogue. L'Union européenne peut-elle reconnaître les limites à la croissance tout en restant un acteur mondial ? Serions-nous en mesure de nous défendre, mais aussi de défendre nos alliés et nos valeurs ?

En 2023, la Green European Foundation a lancé ce débat dans le cadre du projet transnational Géopolitique de l'Europe post-croissante. Avec sept de nos partenaires, nous avons organisé une série de rencontres et d'entretiens dans toute l'Europe. Ce rapport rassemble une partie de la matière que nous avons recueillies. ■ Nous remercions l'ensemble des participants et des personnes interrogées.

■ D'autres entretiens sont disponibles sur www.geopoliticspostgrowth.eu

Le rapport débute par un essai de Richard Wouters, chef du projet, qui souligne les contradictions et les synergies entre post-croissance et géopolitique. Il propose également des suggestions pour naviguer dans ces eaux minées. Message d'alerte aux allergiques : ce texte peut contenir des traces de *realpolitik*. Le rapport se termine par une liste de recommandations rédigées conjointement par les partenaires du projet et destinées à stimuler le débat..

Bonne lecture !

Essai

Épargner la planète, protéger la démocratie

Article avec
Richard Wouters

Une Union européenne qui renonce à la croissance économique peut-elle encore défendre ses valeurs sur la scène internationale ? Seulement si ses parties constituantes travaillent mieux ensemble et investissent dans leurs politiques extérieures et la technologie. Les alliés et les partenaires sont essentiels pour une UE qui ferait davantage avec moins.

Un peu plus de trente ans après l'adoption de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques en 1992, les émissions mondiales de gaz à effet de serre poursuivent leur augmentation. Alors que les records de température tombent les uns après les autres, nous assistons aux effets dévastateurs des vagues de chaleur, des incendies de forêt et des inondations. «L'ère de l'ébullition mondiale est arrivée», déclarait le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres¹.

L'humanité perturbe le système Terre qui lui a permis de prospérer, non seulement en bouleversant le climat, mais aussi en détruisant la biodiversité et les forêts, en épuisant l'eau douce et en polluant les écosystèmes avec des nutriments et d'autres substances chimiques. Nous avons désormais transgressé six des neuf «limites planétaires» qui définissent l'«espace de fonctionnement sûr pour l'humanité». Selon le Centre pour la résilience de Stockholm, ces transgressions augmentent le risque de «changements environnementaux abrupts ou irréversibles à grande échelle», entraînant le système Terre vers un état beaucoup moins hospitalier pour l'espèce humaine².

Le dérèglement planétaire est en grande partie dû à l'utilisation croissante d'énergie et de matières. Les gains environnementaux résultant de la décarbonation et de l'augmentation de l'efficacité énergétique et matérielle sont contrebalancés par l'augmentation de la production et de la consommation, qui se traduit par de la croissance économique. Certaines régions du monde, notamment l'Union européenne, sont parvenues à réduire leur consommation d'énergie et leurs émissions de gaz à effet de serre tout en développant leur économie, en partie par la délocalisation de la production à forte intensité énergétique, mais pas assez rapidement³. D'autres signaux d'alarme liés à la performance environnementale des pays européens existent par ailleurs. Dans l'UE, «la biodiversité continue de décliner à un rythme alarmant», met en garde l'Agence européenne pour l'environnement (AEE)⁴. Elle observe également que la quantité de matières extraites à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE pour satisfaire la demande européenne dépasse l'espace de fonctionnement sûr pour l'humanité, et ne montre aucun signe de diminution⁵.

Face à l'aggravation de la crise écologique, la science exprime de plus en plus de doutes quant à la compatibilité de la poursuite de la

croissance économique avec l'habitabilité de la planète⁶. Selon l'AEE, il est peu probable qu'un découplage absolu et durable entre la croissance économique et les pressions et impacts environnementaux soit réalisable à l'échelle mondiale⁷.

Il semble que la « croissance verte », le narratif qui sous-tend nombre de stratégies environnementales, y compris le Green Deal européen, pourrait bien être une illusion. C'est sur cette toile de fond que le mouvement de la « décroissance » gagne du terrain. Les décroissants préconisent de passer de l'accumulation de richesses matérielles à la promotion du bien-être dans une société plus égalitaire dotée de services publics de qualité. Ce changement devrait d'abord s'opérer dans les pays riches et industrialisés où la croissance économique n'a plus d'impact positif sur le bien-être. La réduction de la surproduction et de la surconsommation par le Nord global (et par les élites riches ailleurs) devrait non seulement nous ramener à l'intérieur des limites de la planète, mais aussi libérer des ressources naturelles pour le Sud global. Dans de nombreux pays à faible revenu, les besoins humains ne peuvent être satisfaits sans augmenter l'utilisation des ressources.

La définition la plus répandue de la décroissance est celle proposée par l'anthropologue et économiste Jason Hickel : « La décroissance est une réduction planifiée de l'utilisation de l'énergie et des ressources visant à remettre l'économie en équilibre avec le monde vivant, de manière à réduire les inégalités et à améliorer le bien-être humain⁸ ». Il découle de cette définition que la décroissance consiste moins à réduire le produit intérieur brut (PIB) qu'à réduire le débit d'énergie et de matières. Jason Hickel affirme cependant qu'« il est important d'accepter que la réduction du débit conduira probablement à une réduction du taux de croissance du PIB, voire à un déclin du PIB en tant que tel, et nous devons être prêts à gérer cette conséquence de façon sûre et juste⁹ ».

Il est logique que l'UE soit à l'avant-garde de la transition vers une société qui voit au-delà de la croissance. C'est tout d'abord une question de justice. Une part importante de la responsabilité de la crise écologique incombe à l'UE. Ses 27 États membres représentent aujourd'hui moins de 6% de la population mondiale. Pourtant, ils sont historiquement responsables d'environ 22% des émissions excédentaires de CO₂ et de l'utilisation des matières au niveau mondial¹⁰. Pour le dire crûment, grâce à l'extraction impitoyable de ressources naturelles aux quatre coins du monde, l'UE est devenue l'une des régions les plus riches de la planète. Si nous, Européens, abandonnions notre quête de croissance économique et nous attachions à épargner la planète, nous apporterions probablement une contribution significative au partage plus équitable des richesses et des ressources, à la fois entre le Nord et le Sud, et entre les générations.

Deuxièmement, une UE post-croissante pourrait gagner en résilience. La croissance du PIB est déjà ralentie par le vieillissement de la population européenne ; il ne faudra pas attendre longtemps avant que la riposte de l'écologie contre l'économie n'arrête la croissance du PIB. Mieux vaut gérer la fin de la croissance par la délibération démocratique que de la laisser s'imposer à nous à travers l'effondrement écologique, qui entraînerait des troubles sociaux massifs¹¹. Plus vite nous passerons de la croissance économique à la croissance du bien-être, plus nous aurons de chances de préserver la paix intérieure. Sans cela, nous ne pourrions pas faire face aux menaces extérieures.

► Voir l'entretien avec Gaya Herington plus loin dans ce rapport.

Faire face au conflit

Pour de nombreuses personnes dans le monde, une UE post-croissante serait un partenaire plus crédible dans la lutte contre la crise écologique. Mais la politique

internationale n'est pas qu'une affaire de coopération, elle est aussi affaire de rivalité. À l'heure où le « bouillonnement mondial » appelle à une action concertée, nous assistons à une montée de l'hostilité et de la violence. L'inaction face à la crise écologique ne ferait qu'aggraver les querelles. Comment une Union européenne qui voit au-delà de la croissance se comporterait-elle dans un monde en proie aux conflits ?

L'attaque de la Russie contre l'Ukraine a porté la guerre aux frontières de l'UE, rappelant aux Européens de pénibles enseignements sur la dépendance à l'égard des ressources. Vladimir Poutine pensait pouvoir mener sans réelle opposition sa guerre de conquête en raison de la dépendance de l'UE au gaz naturel russe. Mais c'était un mauvais calcul : l'UE a maintenu son soutien à l'Ukraine malgré une baisse drastique de son approvisionnement en gaz. Elle en a cependant payé le prix sous la forme d'une crise énergétique. Les gouvernements de l'UE ont dépensé des centaines de milliards d'euros pour aider les habitants et les entreprises à payer leurs factures d'énergie. Près de deux ans après l'invasion massive de l'Ukraine, l'UE n'est toujours pas parvenue à se sevrer totalement du gaz naturel, du pétrole et de l'uranium russes, ce qui ne fait que gonfler le trésor de guerre de Poutine.

Parmi les réactions à la guerre, les autorités ont notamment tenté d'accélérer la transition vers les énergies renouvelables. Mais ce virage accroît la dépendance de l'UE à la Chine, qui domine les chaînes d'approvisionnement de nombreuses matières premières critiques ainsi que des panneaux solaires, des batteries et des aimants fabriqués à partir de celles-ci. L'UE souhaite réduire sa dépendance aux importations par l'extraction minière domestique, l'amélioration du recyclage et le renforcement de sa propre industrie des technologies vertes. Mais un tel projet ne sort pas de terre du jour au lendemain. En attendant, nous sommes coincés entre deux autocraties agressives.

Près de deux ans après l'invasion massive de l'Ukraine, l'UE n'est toujours pas parvenue à se sevrer totalement du gaz naturel, du pétrole et de l'uranium russes, ce qui ne fait que gonfler le trésor de guerre de Poutine.

Une économie «plus lente», comme le propose le mouvement de la décroissance, permettrait à l'Union de réduire plus rapidement sa surdépendance aux importations d'énergie et aux matières importées. Elle s'en trouverait moins vulnérable au chantage économique, ce qui constituerait une avancée en termes d'autonomie stratégique. Par exemple, les politiques de décarbonation actuelles visent à remplacer toutes les voitures à essence et au diesel (principalement) par des voitures alimentées par des batteries électriques. Étant donné que les batteries nécessitent du lithium, la demande européenne de ce métal, selon les prévisions, devrait être multipliée par douze d'ici 2030¹¹. Dans un scénario de décroissance où l'on réduirait la propriété de véhicules privés en faveur du vélo, des transports publics et des véhicules partagés, l'augmentation de la demande de lithium et d'autres métaux critiques serait fortement atténuée. La quantité d'énergie économisée serait également plus importante¹². Nous pourrions bien vivre le jour où notre économie ne pourra plus être mise en déroute par la coercition commerciale de la Russie ou de la Chine.

Une UE post-croissante pourrait également contribuer à atténuer un autre type de conflit causé par les ressources. L'expansion de l'extraction minière et l'agriculture d'exportation est souvent un processus violent et destructeur, notamment dans le Sud global. Des communautés sont contraintes de quitter leurs terres tandis que les sources d'eau sont polluées et leurs forêts détruites. Les milices financent leurs activités en s'emparant des produits de base. Aux frontières de l'extraction, là où commencent nos chaînes d'approvisionnement, les conflits sont mûrs au point de déstabiliser des gouvernements et de déborder jusqu'aux

■ Voir l'entretien avec Peter Newell plus loin dans ce rapport.

pays voisins. Le *Global Atlas of Environmental Justice* en témoigne¹³.

En réduisant notre empreinte matérielle, nous ralentirions l'avancée de la ligne de front.

En résumé, une UE post-croissante gagnerait en résilience face aux conflits de ressources entre États et serait moins complice des conflits intraétatiques. Mais les rivalités géopolitiques ne se cantonnent pas aux ressources, loin de là. La guerre russe en Ukraine, par exemple, ne s'explique pas par la rareté des ressources. Certaines explications sont plus pertinentes, notamment l'illusion d'une restauration de l'ancien empire par la recolonisation – largement partagée par la population russe – et la peur des élites au pouvoir face aux effets de contagion démocratique dans les pays post-soviétiques. Cet exemple montre que le conflit géopolitique s'étend jusqu'aux valeurs mêmes qui fondent les sociétés nationales et la gouvernance mondiale. Les résultats de tels conflits ne seront pas sans influence sur la taille de l'espace de fonctionnement planétaire laissé à l'humanité.

Défense de la démocratie

L'opposition entre démocraties et autocraties est une des principales lignes de fracture géopolitiques. Aujourd'hui, la rivalité entre gouvernements démocratiques et autoritaires se joue sous nos yeux en Ukraine. Demain ou dans quelques années peut-être, une confrontation violente pourrait se déchaîner dans le détroit de Taïwan. Les coups de sabre de la Chine continentale à l'encontre Taïwan nous obligent à anticiper une tentative d'unification armée, qui tuerait la démocratie à Taïwan.

Les critiques de la croissance économique ne peuvent pas ignorer la menace que posent certaines autocraties agressives en termes de démocratie, de droits humains et d'état de droit international. Il ne fait aucun doute que la transition au-delà de la croissance doit être démocratique. La démocratie offre un espace

public pour remettre en question le dogme de la croissance ; les autocraties tueraient plutôt le débat dans l'œuf, le qualifiant « d'utopie nouvelle » de peur de perdre leur autorité¹⁴. De nombreux « décroissants » préconisent même un approfondissement de la démocratie en l'élargissant à la sphère économique, pour surmonter la compulsion de la croissance inhérente au capitalisme actionnarial. La démocratie, pour sa part, s'appuie sur des garde-fou constitutionnels qui protègent l'état de droit, le pluralisme et les droits humains. Et parmi ces droits figure celui qui consiste à protester contre le pouvoir en place parce qu'il ne contre pas l'urgence écologique.

Empêcher le pire nécessitera non seulement des politiques vertes à l'échelon national, mais aussi un niveau sans précédent de coopération internationale. Un tel scénario ne se produira pas dans le monde dont rêvent les autocrates, celui de la « loi du plus fort » ; ce serait un monde où le chaos serait encore plus violent. Il est vrai que les démocraties recourent également à la violence, mais elles seront rarement la guerre *entre elles*. Elles sont davantage enclines à résoudre les conflits pacifiquement, conformément aux règles que pratiquement tous les pays ont acceptées. Un ordre fondé sur des règles est indispensable, non seulement pour empêcher d'autres guerres, mais aussi pour s'attaquer aux menaces écologiques. La Russie étant devenu un État voyou, la Chine se comportant toujours plus agressivement vis-à-vis de ses voisins et les États-Unis se montrant prompts à l'exceptionnalisme, l'Union européenne a un rôle prépondérant à jouer dans le maintien de l'état de droit international.

La quadrature du cercle

Une question se fait donc jour : une UE post-croissance pourrait-elle jouer un rôle dans la politique mondiale plutôt que de la subir ? Serait-elle en mesure de se défendre, de

défendre ses alliés, la démocratie, les droits humains et l'état de droit international contre des attaques menées par des pays tels que la Russie ou la Chine ? La puissance des pays et des alliances se mesure généralement à l'aune de leur richesse et de leurs capacités militaires. Le cas ukrainien nous enseigne que la force morale doit aussi être intégrée dans l'équation. Cela étant, la guerre d'Ukraine confirme largement la métrique standard. Sans les milliards d'aide venus d'Occident, tant l'argent que les armements, l'Ukraine serait bien incapable de résister à l'agresseur russe dont le dessein est de détruire non seulement la nation ukrainienne, mais aussi l'ordre de sécurité européen.

De ce point de vue, une UE post-croissante risque d'être davantage vulnérable. Sa part du PIB mondial diminuerait encore plus rapidement que ce n'est déjà le cas. La diminution de sa part dans le commerce mondial réduirait d'autant son influence sur les pays tiers et les firmes multinationales. Les forces armées entreraient davantage en concurrence avec d'autres secteurs publics pour l'obtention de fonds et de ressources naturelles. La disponibilité des budgets destinés au développement technologique, tant civil que militaire, pourrait bien être plus restreinte, laissant l'UE encore davantage à la traîne dans la course mondiale à la technologie. Il est clair que lorsque les temps sont difficiles, décroissance et géopolitique ne font pas bon ménage. Elles reposent sur des logiques contradictoires. La quadrature du cercle est-elle possible ?

Renforcer l'action extérieure

La réduction des divisions et des dispersions dans le domaine de l'action extérieure serait un moyen d'atténuer les tensions entre post-croissance et géopolitique. La diplomatie européenne relève trop souvent de la cacophonie où dominent les effets de manche nationaux, ce qui empêche une approche commune. En l'absence d'une

stratégie commune, l'Union est une simple spectatrice du conflit israélo-palestinien, bien qu'elle soit le premier partenaire commercial d'Israël et le premier donateur à la Palestine. À défaut de script, l'argent ne peut pas parler.

Les divisions entre les pays de l'UE expliquent en partie pourquoi le monde démocratique n'a pas encore fixé de lignes rouges claires en ce qui concerne la Chine. Si les États-Unis, l'Union européenne, le Japon et d'autres pays indiquant conjointement qu'ils répondraient à une attaque contre Taïwan par de sévères sanctions économiques – au point de d'en souffrir eux-mêmes –, Pékin pourrait y réfléchir à deux fois. Le maintien de la paix dans le détroit de Taïwan revêt une importance planétaire car l'entrée en guerre de la Chine pourrait entraîner l'échec des négociations mondiales sur le climat¹⁵. Le difficile exercice d'équilibre avec la Chine, louvoyant entre rivalité (sur les valeurs démocratiques) et coopération (sur l'écologie et la santé) bénéficierait d'une approche commune de l'UE. Faut-il vraiment que la guerre atteigne le seuil de l'UE pour que celle-ci resserre les rangs, comme elle l'a fait face à l'invasion massive de l'Ukraine par la Russie ?

La défense européenne est en proie à la fragmentation, la duplication et l'absence d'interopérabilité entre forces armées nationales. Alors que l'armée américaine utilise 30 systèmes d'armes majeurs, les armées de l'UE en ont environ 180¹⁶. Cette incohérence est un gaspillage d'argent public et de ressources matérielles et humaines. Elle réduit notre force collective, ce qui est d'autant plus inquiétant que l'impérialisme russe nous oblige à reprendre la dissuasion au sérieux.

L'UE ne peut plus se permettre ces « coûts de la non-Europe », à plus forte raison dans une UE post-croissante, qui l'obligerait à s'engager dans une intégration plus poussée. Il faudrait alors parler d'une seule voix : plus de veto en

matière de politique étrangère et de sécurité, un ministre des affaires étrangères de l'Union soutenu par un service diplomatique unifié, la transformation du siège français au Conseil de sécurité des Nations unies en siège de l'UE. L'intégration en matière de défense serait également à prendre au sérieux. Sur les 200 milliards d'euros que les 27 pays de l'UE dépensent chaque année pour leur défense, il serait possible d'en économiser entre 20 et 120 milliards, selon le niveau d'intégration¹⁷. Ces économies pourraient être mises à profit pour accroître notre puissance de combat. Plus les forces militaires des États membres sont adaptées les unes aux autres, plus nous en avons pour notre argent. Les Pays-Bas et la Belgique nous montrent comment procéder en fusionnant leurs marines à toutes fins utiles¹⁸.

■ Voir l'entretien avec Peter Newell plus loin dans ce rapport.

Dans cette rivalité mondiale qui oppose la démocratie et l'autocratie, les États-Unis pourraient bien quitter notre camp lors de la prochaine élection présidentielle si Donald Trump ou l'un de ses partisans l'emportait. Quoi qu'il en soit, les États-Unis axeront toujours davantage leur défense sur les menaces chinoises plutôt que russes¹⁸. Par conséquent, même une Union post-croissante devrait réduire sa dépendance en matière de sécurité vis-à-vis des États-Unis en renforçant son autonomie stratégique dans le domaine de la défense. Pour combler les lacunes capacitaires de la défense européenne, il faudrait développer et/ou acquérir de nouveaux systèmes d'armes¹⁹, de préférence en faisant appel à des consortiums européens. Il est primordial que les États membres – en particulier la France et l'Allemagne – se lancent ensemble sur cette voie. L'armement unifié ou partagé permet de réaliser des économies et favorise l'interopérabilité. Il pourrait s'agir d'un pas décisif vers l'intégration des forces armées européenne¹⁹.

■ Voir l'entretien avec Sven Biscop.

Une UE post-croissante engagée dans la réduction du débit d'énergie et de matières devrait également réduire l'empreinte environnementale de ses forces armées sans

compromettre leur puissance de combat.

La tâche serait longue et coûteuse. Si l'impact du secteur de la défense sur la planète perdurera encore pendant des décennies, nous devons garder à l'esprit que les coûts écologiques de la guerre pourraient bien dépasser ceux de la dissuasion²⁰.

■ Il en est ainsi non seulement des guerres nucléaires, mais aussi des guerres conventionnelles telles que le conflit ukrainien. Les émissions de gaz à effet de serre imputables à la première année de la guerre en Ukraine ont été estimées à 120 millions de tonnes de CO₂. Ce chiffre dépasse probablement les émissions annuelles de toutes les forces armées de l'UE réunies, y compris les chaînes d'approvisionnement, qui peuvent être estimées à 100 millions de tonnes de CO₂. D'autres coûts écologiques de la guerre doivent être ajoutés, tels que la pollution à grande échelle, la dégradation des écosystèmes et la perte de biodiversité, sans parler de la perte et de la dévastation de vies humaines.

Il serait plus facile d'imposer des exigences de durabilité à l'industrie de la défense si les États membres se tournaient vers la

passation conjointe de

marchés²¹. Dans un tel système, le nombre de types d'armes serait restreint, mais les quan-

tités produites seraient plus importantes. Il serait plus facile pour l'industrie de l'armement de récupérer les coûts de développement et de fabrication, ce qui affaiblirait l'argument selon lequel l'exportation d'armes est une nécessité commerciale²². Il serait également plus facile d'adopter une législation européenne plus restrictive en matière d'exportation d'armes, assortie d'un contrôle plus strict de la part de la Commission européenne, afin que les armes ne soient plus vendues à des pays qui en font un mauvais usage. Pour se convaincre de la nécessité de règles plus strictes, rappelons que pas moins de dix États membres ont continué à fournir du matériel militaire à la Russie après sa première invasion de l'Ukraine en 2014²³.

Il serait d'autant plus important pour une UE post-croissante de ne pas être menacée par des armes de sa propre fabrication. Pour tempérer l'augmentation des dépenses de

Il serait plus facile d'imposer des exigences de durabilité à l'industrie de la défense si les États membres se tournaient vers la passation conjointe de marchés.

défense, il lui faudrait également redoubler d'efforts pour conclure des accords de contrôle des armements, même avec la Russie. La transparence sur les capacités militaires et les plans d'investissement est propice à la fois aux accords de ce type et, plus généralement, à la recherche d'un équilibre entre dissuasion efficace et course aux armements.

Néanmoins, même une UE post-croissante devrait investir davantage dans l'action extérieure. La défense mutuelle, l'autonomie stratégique et, par extension, le soutien à long terme de la défense de l'Ukraine sont essentiels à notre sécurité, tout comme l'aide au développement et le financement de l'action climatique pour le Sud global. Une telle approche globale de la sécurité serait coûteuse pour une UE sans croissance du PIB, mais le mouvement de la décroissance souligne à juste titre que nous devrions sacrifier l'excès de consommation privée pour le bien commun. Une UE post-croissante serait bien inspirée d'inclure dans la liste des services publics de haute qualité qu'elle promeut la diplomatie, la défense et l'aide à l'étranger.

Élargir et approfondir l'Union

Il serait d'autant plus important, pour cette Union européenne tournée vers un avenir post-croissant, d'avoir des alliés – qui apportent ressources et légitimité supplémentaires. Compte tenu du risque de voir les États-Unis sombrer dans l'autoritarisme, l'isolationnisme et le déni climatique après l'élection présidentielle de 2024, l'UE ne peut plus se permettre de perdre le moindre allié. Elle doit conserver des liens étroits avec le Royaume-Uni et rappeler que la porte à une nouvelle adhésion reste ouverte. L'adhésion à l'Union constitue la forme d'alliance la plus étroite.

Pour une UE post-croissante, l'intégration des pays des Balkans occidentaux, de l'Ukraine et de la Moldavie prendrait un

caractère encore plus impératif sur le plan géopolitique. Cette Union devrait mettre en place une politique de « croissance verte » adaptée afin de répondre aux besoins des pays adhérents qui cherchent à réduire l'écart économique avec les anciens États membres ou à se reconstruire après une guerre. L'Ukraine, si elle survit à l'assaut russe avec notre aide, pourrait être un allié formidable avant même son adhésion, tant en termes de courage civil que de force militaire²⁴.

■ L'UE pourrait inviter l'Ukraine à participer à ses projets de défense avant même qu'elle ne devienne un État membre.

Il existe une tension indéniable entre l'approfondissement et l'élargissement de l'UE. Plus l'Union compte de membres, plus il est difficile de parvenir à des accords. C'est particulièrement vrai si les gouvernements nationaux jettent par-dessus bord les valeurs du traité de l'UE qu'ils ont signé. Il suffit d'un cas isolé – comme le gouvernement autocratique hongrois – pour miner la confiance mutuelle et paralyser le processus décisionnel. C'est pourquoi l'élargissement de l'UE doit aller de pair avec une extension du vote à la majorité qualifiée et d'un contrôle plus rigoureux de la démocratie, des droits de l'homme et de l'état de droit à l'intérieur des frontières de l'UE. Il ne s'agit en rien d'une ingérence excessive dans les affaires intérieures, car la subversion des valeurs européennes dans un seul pays nous concerne tous. Les règles qui régissent notre vie sont en partie le fruit d'un processus décisionnel supranational dans lequel chaque État membre a un rôle à jouer. La position de l'UE en tant qu'acteur mondial dépend non seulement de sa puissance diplomatique, économique et militaire, mais aussi de son adhésion aux valeurs dont elle se réclame. Enfin, la sécurité de l'UE est mise dans la balance lorsque, comme dans la Hongrie de Viktor Orbán, le recul de la démocratie rime avec la complaisance à l'égard de Moscou et de Pékin.

L'UE se doit d'être l'alliée des citoyens qui luttent contre le déclin démocratique. À elles seules, les institutions européennes ne peuvent cependant pas faire grand-chose. La démocratie constitutionnelle requiert des soins constants à tous les niveaux, en particulier de la part des partis politiques²⁵. Du centre-droit à la gauche, il ne faut pas former d'alliances avec les populistes d'extrême droite, prendre comme eux les migrants et les autres minorités comme boucs émissaire, ou laisser sans opposition leurs attaques contre le système judiciaire, la presse et la science. Personne ne gagne à courtiser, copier ou banaliser l'extrême droite, si ce n'est l'extrême droite, comme l'ont une fois de plus démontré les élections législatives néerlandaises de 2023.

La bataille contre le populisme illibéral de droite peut être gagnée. L'autoritarisme rampant n'est pas une tendance irréversible. Les partis d'opposition et les électeurs polonais l'ont prouvé en 2023. Après le ralliement de l'opposition aux valeurs européennes, les citoyens polonais ont voté contre leur gouvernement intolérant et abusif.

Partenariat avec le Sud global

Une UE post-croissante qui réduirait considérablement son empreinte environnementale dans le dessein exprès de libérer des ressources naturelles pour le Sud global trouverait-elle des alliés dans cette région ? Si ce scénario est tentant, il est cependant peu probable. Dans un monde multipolaire, les gouvernements des pays en développement sont peu enclins à s'allier à une seule grande puissance. En revanche, rester entre deux chaises et jouer les États-Unis, l'UE et la Chine les uns contre les autres est beaucoup plus payant pour s'assurer autant d'échanges commerciaux, d'aide et d'investissement que possible. Le mieux que l'UE puisse espérer est une série de partenariats stratégiques de nature non exclusive, mais essentiels pour renforcer la sécurité et la légitimité.

Il serait plus facile d'établir et d'approfondir des partenariats si les membres les plus anciens de l'UE admettaient leur passé colonial. Il n'est pas surprenant que de nombreux gouvernements et citoyens du Sud global refusent de voir l'invasion russe de l'Ukraine pour ce qu'elle est : l'attaque impérialiste et colonialiste d'un régime qui n'a aucune considération pour le droit international ou la souffrance humaine. Pour eux, l'impérialisme et le colonialisme sont associés à l'Europe occidentale et aux États-Unis. La douleur et la colère historiques qui subsistent sont immenses. Elles n'ont pas encore été suffisamment traitées ni prises en compte. Pour ce faire, il faudrait que tous les pays de l'UE concernés présentent des excuses sans équivoque pour l'esclavage et le colonialisme. Il faudrait qu'ils reconnaissent sans réserves que les crimes du passé se répercutent sur les injustices contemporaines, qu'elles soient économiques ou écologiques. Ces déclarations devraient s'accompagner de contributions significatives à la réduction de la pauvreté, aux biens publics mondiaux, à la justice fiscale, aux routes migratoires légales, au financement international de l'action climatique ainsi qu'à la compensation des pertes et des dommages associés aux changements climatiques. L'Union devrait également s'associer aux gouvernements démocratiques du Sud global aux fins d'élaborer des propositions visant à améliorer la représentation du Sud au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Dernier point mais non des moindres, il y a lieu d'éviter le deux poids deux mesures. Une Union contribuant à la défense de l'État ukrainien se doit également de défendre un État palestinien viable et démocratique, aux côtés d'un État d'Israël sûr.

Cette partie de l'agenda géopolitique correspond bien aux objectifs de décolonisation et de redistribution du mouvement de la décroissance. Elle bénéficierait également à la paix et à la démocratie, d'autant plus si elle s'inscrit dans le cadre d'une politique

étrangère féministe qui promeut les droits, la représentation et les ressources des femmes et d'autres groupes défavorisés. Selon la Banque mondiale, « des sociétés plus égalitaires sur le plan du genre se traduisent par des États plus stables et plus pacifiques²⁶ ». Tous ces éléments montrent qu'il ne serait pas judicieux pour une UE post-croissante de réduire les coûts de l'action extérieure.

Les échanges commerciaux pourraient bien être le principal obstacle aux partenariats entre une UE post-croissante et les pays du Sud global. En principe, de nombreux gouvernements de pays en développement applaudiraient une action ferme de l'UE visant à réduire sa surconsommation des ressources mondiales. Dans la pratique, cependant, une telle action pourrait très bien entrer en conflit avec leurs stratégies de développement. L'augmentation des exportations de ressources naturelles reste souvent considérée comme un moyen de faire croître l'économie, même dans le cas de chefs de gouvernements progressistes démocratiquement élus dans des pays déjà relativement développés, tels que le Brésil et le Chili. Leur dire que nous savons mieux faire pourrait ramener à leur mémoire des souvenirs de l'époque coloniale.

Les actes sont plus éloquents que les mots. Une Union européenne qui ferait progresser l'annulation de la dette, par exemple, atténuerait la pression exercée sur les pays en développement pour qu'ils vendent des pans entiers de leur sous-sol et de leur biosphère afin de rembourser leurs créanciers étrangers. Une telle initiative pourrait ouvrir pour le Sud global le débat sur d'autres stratégies de (dé)croissance qui ne seraient pas axées sur les exportations²⁷. Quoi qu'il en soit, c'est aux pays du Sud qu'il revient de choisir leurs propres voies de développement. Pour l'heure, celles-ci ne sont pas alignées sur la post-croissance en Europe.

²⁷ Voir l'entretien avec Gabriela Cabaña Alvear plus loin dans ce rapport.

L'annulation de la dette [...] pourrait ouvrir pour le Sud global le débat sur d'autres stratégies de (dé)croissance qui ne seraient pas axées sur les exportations.

Pour sortir de ce dilemme, même partiellement, il faut commencer par reconnaître que même une UE post-croissante aurait besoin d'importer des quantités considérables de métaux pour se débarrasser des combustibles fossiles. Prenons le cas du lithium. Même dans un scénario de transition énergétique impliquant des voitures moins nombreuses, plus petites et équipées de batteries plus petites, la demande de l'UE pour ce métal augmenterait encore considérablement : elle ne serait pas multipliée par douze d'ici 2030, comme le prévoient les projections actuelles, mais par cinq environ²⁷.

■ La Commission européenne souhaite que l'extraction de métaux dans l'UE couvre 10% de la demande de l'UE en matières premières stratégiques telles que le lithium d'ici 2030.

Seule une petite partie proviendrait de l'exploitation minière au sein de l'UE²⁸.

Cette demande épouvantablement élevée de métaux constitue à la fois une préoccupation et une opportunité. Les dommages que l'exploitation minière inflige inévitablement à l'environnement, notamment en termes de biodiversité, d'approvisionnement en eau et de climat, sont préoccupants. Ces dommages doivent être minimisés, les demandes et les avantages des communautés touchées doivent être maximisés, afin de réduire les conflits. Si la loi sur la diligence raisonnable dans la chaîne de valeur, ardemment défendue par le Parlement européen²⁹, contribuerait à promouvoir l'exploitation minière responsable, les écueils restent nombreux. L'opportunité réside dans le transfert d'une plus grande partie de la chaîne de valeur vers les pays miniers. De plus en plus de gouvernements du Sud global souhaitent transformer leurs matières premières avant de les exporter. Les usines de raffinage et de fabrication de batteries créent des emplois et peuvent stimuler l'industrialisation à plus grande échelle. L'Union européenne, qui souhaite sécuriser les matières nécessaires à sa transition énergétique, doit répondre à ces aspirations. Les partenariats stratégiques qu'elle propose aux pays du Sud global

doivent inclure des investissements dans les chaînes de valeur locales et régionales, ainsi que des transferts de technologie.

Cette ligne serait plus facile à mettre en œuvre si l'Union était moins axée sur la croissance économique car les incongruités de ses politiques pourraient alors être éliminées plus rapidement. Déposer une plainte auprès de l'Organisation mondiale du commerce parce qu'un pays décide de traiter son minerai de nickel avant de l'exporter, comme l'a fait l'UE dans le cas de l'Indonésie, relève de l'extractivisme néocolonial³⁰. Il en va de même de l'objectif des 90% de la demande annuelle de batteries à satisfaire par les fabricants de l'UE alors que les métaux sont extraits ailleurs³¹. L'autonomie stratégique ne signifie pas que tous les « biens critiques » doivent être fabriqués en Europe. Se procurer une partie des batteries dont nous ne pouvons vraiment pas nous passer auprès d'une série de pays – de préférence des démocraties comme le Chili et l'Indonésie – répondrait tout aussi bien à l'objectif géopolitique de réduire notre dépendance à l'égard de la Chine autocratique. L'Union en profiterait pour trouver des partenaires dont elle a grand besoin.

Maintenir un avantage technologique

Nous l'avons vu, établir des partenariats avec des pays du Sud global dépend en partie du transfert de technologies. Même chose pour l'action climatique mondiale : un déploiement rapide des énergies renouvelables partout dans le monde est indispensable pour éviter un réchauffement catastrophique. Mais le rôle de la technologie va bien au-delà du commerce, du développement et du climat : il est étroitement lié à la géopolitique.

La technologie est un enjeu majeur de la rivalité entre Occident et Chine. Le transfert de technologie se heurte à des contraintes

géopolitiques et éthiques. L'UE et les États-Unis ont grandement besoin de pouvoir peser sur la Chine pour l'amener à respecter les règles internationales, notamment en matière de droits de l'homme et de résolution pacifique des conflits. Les 35 technologies qui, en Chine, souffrent d'un « goulet d'étranglement » et que le pays sera obligé d'importer dans un avenir prévisible, selon les universitaires chinois, constituent un tel levier. L'accès de la Chine à ces technologies occidentales clés doit être subordonné à sa volonté d'agir en tant que grande puissance responsable³². Les connaissances et les technologies susceptibles d'être utilisées pour perfectionner la surveillance de l'État ou l'armement doivent rester hors de portée de la Chine quoi qu'il arrive. L'importance des technologies de pointe dans la guerre moderne n'est que trop évidente dans le conflit russo-ukrainien. Si l'Ukraine survit malgré l'infériorité numérique flagrante de ses troupes, elle le doit en grande partie à la supériorité technologique des armes occidentales qu'elle reçoit.

Les technologies traversant toutes les dimensions de la géopolitique, l'Union ne peut se permettre d'être à la traîne dans ce domaine. Le raisonnement tient pour les technologies à la fois civiles et militaires, les synergies étant nombreuses. L'UE n'a que peu de cartes en main ; les machines permettant de fabriquer des puces en sont l'exemple le plus connu. Serions-nous complètement exclus du jeu si nous abandonnions la croissance économique ?

Dans une UE post-croissante, les bénéfices des entreprises et le capital-risque disponible pour investir dans la recherche et le développement seraient sans doute moins importants. Pour autant, il serait prématuré de conclure que cette Union-là serait condamnée à rester à la traîne en matière d'innovation technologique. Ne perdons pas de vue les inefficiences de notre économie actuelle, axée sur la croissance. Le

capitalisme actionnarial pousse les entreprises à se concentrer sur les résultats trimestriels plutôt que sur la création de valeur à long terme, ce qui freine les dépenses en R&D. De nombreuses innovations émanant du marché ont une valeur sociale négative. Plutôt que de répondre à des besoins essentiels, elles stimulent la consommation ostentatoire et l'utilité factice, ce qui clive la population tout en provoquant un gaspillage de ressources. Les SUV en sont un excellent exemple. La financiarisation du capitalisme est une « innovation » majeure qui crée une rareté artificielle, par exemple en matière de logement, alimente les inégalités et incite nombre de nos esprits les plus brillants à se consacrer – avec des salaires mirobolants – à l'extraction de la valeur plutôt qu'à sa création. Pire encore, le capitalisme actuel enferme les données, les connaissances et les inventions utiles dans des droits de propriété intellectuelle³³. Leur diffusion s'en trouve entravée, même lorsque des vies sont en jeu, comme dans le cas des vaccins.

Si le capitalisme semble innovant, c'est en grande partie grâce aux gouvernements. Les fonds publics sont à l'origine de nombreuses avancées technologiques. Il suffit de regarder la révolution numérique, qui modifie à la fois le commerce et la guerre. L'internet, le GPS et l'intelligence artificielle sont tous issus d'universités et d'institutions gouvernementales financées par des fonds publics. Le passage du laboratoire au marché passe souvent par le biais de partenariats public-privé, où la prise de risque incombe principalement aux gouvernements³⁴. Le capitalisme revendique l'inventivité à tort.

Si elle tenait compte de ces leçons, l'UE post-croissante ne perdrait pas forcément la course à la technologie. Elle serait bien avisée de transférer le contrôle des entreprises des actionnaires aux parties prenantes, y compris les travailleurs et la nature. La démocratisation de notre économie, qui passerait du capitalisme au post-capitalisme, promet une

utilisation plus intelligente des ressources naturelles et de l'ingéniosité humaine. Elle résoudrait également une contradiction douloureuse dans nos démocraties contemporaines, à savoir que

■ Ce paragraphe s'inspire de Hans Rodenburg, Noortje Thijssen & Koen Bruning (ed.), *Er is wél een alternatief. Postkapitalisme – een einde aan de rooibouw op aarde en mens*, 2023, notamment les chapitres de Sjors Roeters et Merijn Oudenampsen et al.

la plupart d'entre nous passent près d'un tiers de leur vie sous la domination autoritaire des patrons¹.

L'UE post-croissante devrait consacrer des fonds publics considérables à la recherche fondamentale et à la recherche appliquée. Elle pourrait utiliser à la fois des subventions et l'établissement des règles en démocratie pour orienter l'innovation technologique vers des applications qui nous sont réellement bénéfiques – socialement, écologiquement et géopolitiquement. En revendiquant la copropriété publique des inventions en échange de financements publics, elle pourrait plus facilement empêcher la fuite des technologies vers la Chine ou la Russie ; les technologies pourraient au contraire être partagées avec des partenaires de confiance ou mises à disposition en tant que biens publics mondiaux. Médicaments et vaccins devraient être en « open source » pour permettre la production nationale par les pays du Sud global. Une UE post-croissante s'aventurant dans le post-capitalisme devrait également intensifier ses efforts pour arracher nos vies numériques des griffes du capitalisme de surveillance dominé par les États-Unis. Elle devrait investir dans une infrastructure numérique publique et civile économe en ressources et dans des logiciels libres bénéficiant à la société mondiale.

N'oublions pas que les progrès technologiques réalisés dans l'UE sont également le fait d'esprits intelligents venus de l'étranger qui travaillent dans les centres de R&D des universités et des entreprises européennes. Une UE post-croissante ne serait pas en mesure d'attirer ces travailleurs de la connaissance internationaux percevant

ces salaires très élevés, mais la vie n'est pas davantage que cela ? Des villes dynamiques, des espaces verts, de l'air pur, des services publics de qualité, du lien social et une culture de l'accueil seraient essentiels pour une UE post-croissance soucieuse de ne pas se laisser distancer dans la compétition mondiale pour l'intelligence et la matière grise. Une économie du bien-être peut être un atout géopolitique.

Émerger plus fort

Dans les sociétés autoritaires, les hiérarchies humaines sont maintenues par la coercition et la violence, et la nature est souvent reléguée au second plan. L'oppression affaiblit le tissu social et corrompt l'État. L'épuisement des ressources naturelles érode à la fois les conditions de vie et le pouvoir. En comparaison, les sociétés démocratiques et égalitaires sont plus résilientes et se révèlent finalement plus fortes, surtout en se concentrant sur le bien-être à l'intérieur des limites planétaires².

■ Voir l'entretien avec Gaya Herrington plus loin dans ce rapport.

Mais il peut s'écouler beaucoup de temps avant que les régimes autoritaires ne succombent à la pourriture. Aujourd'hui, face aux autocraties expansionnistes, les démocraties ne peuvent se permettre de négliger leurs défenses et leurs leviers, sous peine d'être englouties ou vassalisées. Dans un monde en proie à la fois aux agressions armées et à la crise écologique, elles sont obligées de jongler entre rivalité et coopération.

Pour une Union européenne qui renoncerait à la croissance économique, il sera tout sauf simple de se défendre et d'affirmer ses valeurs sur la scène mondiale. La géopolitique commence chez soi, en préservant la paix intérieure. Le mouvement de la décroissance a raison de souligner que les politiques post-croissance doivent donner la priorité à la redistribution, à la satisfaction des besoins humains fondamentaux et à la promotion du bien-être pour tous. Ces politiques

doivent être mises en œuvre avant que l'effondrement écologique n'entraîne la fin de la croissance du PIB. Cette éventualité doit être prise en compte car elle provoquerait des injustices et des troubles généralisés. Dans la mesure où la post-croissance permet de désamorcer les conflits, tant à l'intérieur des pays européens qu'entre eux, elle peut être considérée comme une prolongation du projet de paix de l'UE.

La sécurité intérieure est une condition nécessaire mais en aucun cas suffisante pour la sécurité extérieure. La post-croissance devrait donner une forte impulsion à l'approfondissement et à l'élargissement de l'UE, aux partenariats avec les pays du Sud global et aux investissements communs dans la diplomatie, la défense, l'aide étrangère et la technologie. Ces domaines prendraient des parts non négligeables d'un gâteau économique qui ne grossit plus. Une UE post-croissance pourrait bien être « spartiate » à plus d'un titre. Mais si nous gardons à l'esprit la justice sociale, ce n'est pas un prix trop élevé à payer pour protéger notre démocratie et veiller à notre sécurité planétaire et géopolitique. L'UE resterait l'un des endroits au monde où la vie reste la meilleure – ou la moins mauvaise, si l'on tient compte des difficultés liées au dérèglement climatique.

Le concept d'économie du bien-être peut également être identifié dans des approches non occidentales telles que la philosophie sociale indigène latino-américaine du *buen vivir*. Mais peu de gouvernements sont prêts à renoncer à la croissance économique. Pour l'UE, la post-croissance serait une aventure solitaire. Il est peu probable que d'autres régions du monde se joignent à un tel projet dans un avenir proche. Pourtant, elles aussi devront un jour se rendre à l'évidence : une planète finie ne peut supporter une croissance économique infinie. Si, d'ici là, l'Union européenne a apporté la démonstration qu'il est possible d'accroître le bien-être sans augmenter le PIB, elle pourra peut-être proposer

des modèles utiles au reste du monde. Or le pouvoir normatif – la capacité d'exporter ses valeurs – fait partie intégrante de la géopolitique.

Le pouvoir normatif d'un acteur géopolitique dépend également de ses politiques extérieures. Celles-ci reflètent-elles ses valeurs ? Si oui, sont-elles efficaces³⁵ ? Sur ces deux plans, l'UE doit remettre de l'ordre dans ses affaires. Si la post-croissance nous pousse à surmonter les inefficacités et les incohérences de notre action extérieure, à gagner en autonomie, à prendre davantage confiance en nous et à être davantage dignes de confiance, elle pourrait accoucher d'une Europe plus forte qu'aujourd'hui.



Notes de fin

- 1 «Hottest July ever signals “era of global boiling has arrived” says UN chief», *UN News*, 27 juillet 2023. <https://news.un.org/en/story/2023/07/1139162>.
- 2 Stockholm Resilience Centre, *Planetary boundaries*, 2023. <https://www.stockholmresilience.org/research/planetary-boundaries.html>.
- 3 Jefim Vogel & Jason Hickel, «Is green growth happening? An empirical analysis of achieved versus Paris-compliant CO₂-GDP decoupling in high-income countries», *The Lancet Planetary Health*, 2023. [https://doi.org/10.1016/S2542-5196\(23\)00174-2](https://doi.org/10.1016/S2542-5196(23)00174-2).
- 4 Agence européenne pour l'environnement, *Biodiversity: state of habitats and species*, 2023. <https://www.eea.europa.eu/en/topics/in-depth/biodiversity>.
- 5 Agence européenne pour l'environnement, *Europe's material footprint - 8th EAP*, 2023. <https://www.eea.europa.eu/en/analysis/indicators/europe2019s-material-footprint>.
- 6 Ivan Savin & Lewis King, «Idea of green growth losing traction among climate policy researchers, survey of nearly 800 academics reveals», *The Conversation*, 20 septembre 2023. <https://theconversation.com/idea-of-green-growth-losing-traction-among-climate-policy-researchers-survey-of-nearly-800-academics-reveals-213434>.
- 7 Agence européenne pour l'environnement, *Growth without economic growth*, 2021. <https://www.eea.europa.eu/publications/growth-without-economic-growth>.
- 8 Jason Hickel, «What does degrowth mean? A few points of clarification», *Globalizations*, 2020. https://www.researchgate.net/publication/344545392_What_does_degrowth_mean_A_few_points_of_clarification.
- 9 Ibid.
- 10 Jason Hickel, «Quantifying national responsibility for climate breakdown: an equality-based attribution approach for carbon dioxide emissions in excess of the planetary boundary», *The Lancet Planetary Health*, 2020. <https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196%2820%2930196-0/fulltext> ; Jason Hickel *et al.*, «National responsibility for ecological breakdown: a fair-shares assessment of resource use, 1970–2017», *The Lancet Planetary Health*, 2022. [https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196\(22\)00044-4/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196(22)00044-4/fulltext).
- 11 Commission européenne, *Proposal for a Critical Raw Materials Act*, 2023. https://single-market-economy.ec.europa.eu/sectors/raw-materials/areas-specific-interest/critical-raw-materials/critical-raw-materials-act_en.

Richard Wouters est chef de projet et chercheur au sein de Wetenschappelijk Bureau GroenLinks, le groupe de réflexion du parti vert néerlandais. Il dirige le projet Geopolitics of a Post-growth Europe pour la Green European Foundation.

- 12 Green European Foundation, *Des métaux pour une Europe verte et numérique – Un agenda pour l'action*, 2021, chapitre 8.
<https://gef.eu/publication/metals-for-a-green-and-digital-europe-an-agenda-for-action/>.
- 13 <http://ejatlas.org/>.
- 14 Joschka Fischer, *Zeitenbruch – Klimawandel und die Neuaufrichtung der Weltpolitik*, 2022, p. 95.
- 15 Casper Wits, *EU-China climate cooperation in an age of geopolitical rivalry*, 4 juillet 2023.
<https://www.wetenschappelijkbureauagroenlinks.nl/geopolitics-post-growth/eu-china-climate-cooperation-age-geopolitical-rivalry>.
- 16 Cette estimation se base sur Niall McCarthy, « Europe has six times as many weapon systems as the U.S. », *Statista*, 20 février 2018.
<https://www.statista.com/chart/12972/europe-has-six-times-as-many-weapon-systems-as-the-us/>.
- 17 European Parliament Think Tank, *Europe's two trillion euro dividend: mapping the cost of non-Europe, 2019-24*, 2019.
https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS_STU%282019%29631745.
- 18 Pierre Haroche & Camille Brugier, 2027: 2023 : l'année de l'autonomie stratégique.
<https://geopolitique.eu/2023/04/10/2027-lannee-de-lautonomie-strategique-europeenne/>.
- 19 Institut international d'études stratégiques, *Defending Europe : scenario-based capability requirements for NATO's European members*, 2019.
<https://www.iiss.org/research-paper/2019/05/defending-europe>.
- 20 Les estimations se basent sur le rapport *Climate damage caused by Russia's war in Ukraine* (Initiative on GHG accounting of war's), 2023.
<https://en.ecoaction.org.ua/climate-damage-by-russia-12-months.html> et *Estimating the military's global greenhouse gas emissions* (Scientists for Global Responsibility & Conflict and Environment Observatory), 2022.
<https://www.sgr.org.uk/publications/estimating-military-s-global-greenhouse-gas-emissions>.
- 21 Service européen pour l'action extérieure, *Climate change and defence roadmap*, 2020.
<https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-12741-2020-INIT/en/pdf>.
- 22 « Europe's new reality: defence spending after the invasion », entretien avec Alexandra Marksteiner, *Green European Journal*, 16 août 2022.
<https://www.greeneuropeanjournal.eu/europes-new-reality-defence-spending-after-the-invasion/>.
- 23 Ingebord Eliassen & Maria Maggiore, « EU closed loophole for arms sales to Russia only after public disclosure », *Investigate Europe*, 29 avril 2022.
<https://www.investigate-europe.eu/en/posts/eu-closed-loophole>.
- 24 Voir Conseil de l'UE, *Décision du Conseil (PESC) 2020/1639 du 5 novembre 2020 établissant les conditions générales selon lesquelles des États tiers pourraient être invités, à titre exceptionnel, à participer à des projets CSP donnés*.
<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32020D1639>.
- 25 Steven Levitsky & Daniel Ziblatt, *How democracies die*, 2018.
- 26 Catalina Crespo-Sancho, « Can gender equality prevent violent conflict? », *World Bank blogs*, 28 mars 2018.
<https://blogs.worldbank.org/dev4peace/can-gender-equality-prevent-violent-conflict>.
- 27 Transport & Environment, *Clean and lean – Battery metals demand from electrifying passenger transport*, 2023, p. 48.
<https://www.transportenvironment.org/discover/clean-and-lean-battery-metals-demand-from-electrifying-cars-vans-and-buses/>.
- 28 *Proposal for a Critical Raw Materials Act*, 2023.
https://single-market-economy.ec.europa.eu/sectors/raw-materials/areas-specific-interest/critical-raw-materials/critical-raw-materials-act_en.
- 29 Commission européenne, *Proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité*, 2022.
https://commission.europa.eu/business-economy-euro/doing-business-eu/corporate-sustainability-due-diligence_en.
- 30 Green European Foundation, *Des métaux pour une Europe verte et numérique – Un agenda pour l'action*, 2021, chapitre 4.
<https://gef.eu/publication/metals-for-a-green-and-digital-europe-an-agenda-for-action/>.
- 31 Commission européenne, *Proposal for a Critical Raw Materials Act*, 2023.
<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52023PC0161>.
- 32 Casper Wits, *EU-China climate cooperation in an age of geopolitical rivalry*, 4 juillet 2023.
<https://www.wetenschappelijkbureauagroenlinks.nl/geopolitics-post-growth/eu-china-climate-cooperation-age-geopolitical-rivalry>.
- 33 Jason Hickel, « On technology and degrowth », *Monthly Review*, 1er juillet 2023.
<https://monthlyreview.org/2023/07/01/on-technology-and-degrowth/>.
- 34 Robbert Bodegraven, « Green growth and the right kind of innovation », entretien avec Mariana Mazzucato, *Green European Journal*, 26 mai 2020.
<https://www.greeneuropeanjournal.eu/green-growth-and-the-right-kind-of-innovation/>.
- 35 Richard Wouters, « War is degrowth by disaster, you want to avoid that », entretien avec Trineke Palm et Hans Stegeman, *Green European Journal*, 1er septembre 2023.
<https://www.greeneuropeanjournal.eu/war-is-degrowth-by-disaster-you-want-to-avoid-that/>.

Entretiens

La géopolitique au-delà de la croissance

Entretien avec
Gaya Herrington
par
Richard Wouters

Le mouvement de la décroissance gagne rapidement en popularité en Europe. Il préconise de renoncer à la croissance économique. Mais sans croissance, pouvons-nous encore défendre nos valeurs et nos intérêts sur la scène internationale ? Richard Wouters a interrogé Gaya Herrington, expert en développement durable, sur les implications géopolitiques d'un modèle économique sans croissance.

Richard Wouters : Vous avez fait les gros titres avec une étude qui confirme le message du Club de Rome de 1972 : nous approchons des limites de la croissance. En quoi consistait votre recherche ?

Gaya Herrington : J'ai vérifié les scénarios que les auteurs du rapport Les limites de la croissance avaient créés à l'époque avec leur modèle mondial en les comparant à des données récentes. Cela a confirmé les scénarios de 1972. J'ai vu de nombreux modèles au cours de ma vie. Je n'en connais pas qui se soit avéré aussi précis des décennies plus tard. Les données se rapprochent le plus du scénario «business as usual», dans lequel la croissance économique reste l'objectif ultime. La pollution et les émissions de gaz à effet de serre provoqueront l'effondrement des écosystèmes dans une vingtaine d'années. Dans ce scénario de poursuite du changement climatique, le niveau de bien-être mondial diminue fortement.

Nous sommes les plus éloignés du scénario d'un monde stabilisé, dans lequel l'humanité cesse de rechercher la croissance

économique, réduit son empreinte matérielle et s'engage à améliorer les soins de santé, l'éducation et d'autres services publics, ainsi que les technologies propres. Dans ce scénario, l'effondrement écologique est évité. Pour l'instant, nous n'allons pas dans cette direction, mais la distance entre ce scénario et les données de la réalité peut encore être comblée. Nous pouvons encore éviter l'effondrement, mais ce sera un parcours semé d'embûches parce que nous nous sommes attardés trop longtemps sur une transition graduelle. Ce que nous ferons dans les 10 à 20 prochaines années déterminera notre niveau de prospérité pour le reste du siècle.

Les partisans de la croissance verte affirment que les innovations technologiques permettent de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'autres formes de pollution tout en augmentant le produit intérieur brut.

Ce n'est pas du tout ce que l'on constate dans les données empiriques. Ce n'est qu'un vœu pieux. Il n'y a guère de dissociation relative,

où notre empreinte écologique croît moins vite que le PIB. Et il n'y a certainement pas de dissociation absolue, où l'empreinte se réduit alors que le PIB augmente. Il est vrai que certains pays parviennent – lentement – à réduire les émissions de gaz à effet de serre alors que le PIB augmente, mais d'autres formes de pollution continuent d'augmenter alors que la biodiversité diminue. Cette situation est d'autant plus grave que nous dépassons les limites de la capacité de charge de notre planète depuis les années 1970.

Vous ne croyez pas à la croissance verte, mais en même temps vous gardez vos distances avec le mouvement de la décroissance. Pourquoi ?

Je suis beaucoup plus proche du camp de la décroissance que de celui de la croissance verte. Mais je tiens à souligner que la croissance verte est certainement utile pour les pays pauvres. Dans ces pays, la croissance contribue encore directement au bien-être de la population. En Europe, ce n'est plus le cas depuis longtemps. En fait, la recherche de la croissance nous rend plus malheureux parce qu'elle alimente la pollution et les inégalités. Le programme politique du mouvement de la décroissance est tout à fait adapté à l'Europe.

Mon objection porte principalement sur le terme « décroissance ». Elle rappelle la récession, le chômage et l'agitation sociale. Nous devons prendre cette crainte au sérieux. Je suis d'accord avec les décroissants pour dire que la contraction délibérée de l'économie enclenche une dynamique plus positive que l'absence de croissance dans une économie orientée vers la croissance. Mais je crains que le terme fasse tellement peur aux gens qu'ils n'écoutent plus cette explication. C'est pourquoi je préfère renoncer à la croissance plutôt que de m'engager dans la décroissance. Une économie qui se concentre sur le bien-être humain et la protection de

La recherche de la croissance nous rend plus malheureux parce qu'elle alimente la pollution et les inégalités. Le programme politique du mouvement de la décroissance est tout à fait adapté à l'Europe.

la nature crée tout simplement un monde plus beau. Le meilleur terme pour désigner ce phénomène est l'économie du bien-être. Il offre une perspective séduisante.

Les pays de l'UE portent la plus grande responsabilité historique dans la crise climatique et l'épuisement des ressources naturelles. Ils font également partie des régions les plus riches du monde. L'UE sera-t-elle la première à renoncer à la croissance économique ?

Je pense que oui. Les responsables politiques européens pourraient bien être les premiers à se rendre compte que c'est mieux pour leurs citoyens, que cela les prépare à un nouvel avenir. D'après mes recherches, la croissance s'arrêtera de toute façon à un moment ou à un autre au cours des 20 prochaines années. Le choix est alors le suivant : lâchons-nous consciemment la croissance ou la fin de la croissance nous est-elle imposée parce que nous sommes confrontés aux limites planétaires ? J'espère que les responsables politiques comprendront que le second scénario est beaucoup plus instable.

Je voudrais attirer l'attention des hommes politiques sur le phénomène de la rétrogradation. Il s'agit d'un terme de neurologie. Elle indique que lorsque les gens sont stressés par des problèmes tels que l'imminence d'une violence ou la pénurie de ressources, les instincts prennent le dessus. La réflexion systémique nécessaire à la mise en œuvre de réformes profondes dans l'UE a encore une chance aujourd'hui. Il est moins probable que nous ayons suffisamment de sang-froid pour le faire dans dix ans.

Je vis aux États-Unis et, ici, il semble plus difficile de faire la transition vers une économie du bien-être, parce que la politique est beaucoup plus polarisée. Il existe un fort mouvement en faveur d'une plus grande inclusion de l'égalité des sexes, mais dans

certains États, les droits à l'avortement et les droits des personnes LGBTIQ+ sont supprimés et les normes de durabilité pour les entreprises font l'objet d'une opposition vigoureuse.

L'inclusion des genres est la première étape vers une économie du bien-être ?

Oui. Il s'agit de la différence entre deux modèles de société : la société de domination et la société de partenariat. Le premier modèle maintient l'ordre par le biais de hiérarchies strictes : l'homme sur la femme, l'hétérosexuel sur l'homosexuel, l'humain sur la nature. Cet ordre doit être maintenu par la coercition et la violence. Cette société se caractérise par de grandes inégalités et par une volonté constante d'expansion économique et territoriale. Le deuxième modèle de société, celui du partenariat, est égalitaire et démocratique. Dans une telle société, on accorde beaucoup plus d'attention au bien-être de la communauté, à l'entraide et à la préservation de la nature. Tout au long de l'histoire, on constate que les sociétés de partenariat polluent moins et n'épuisent pas leurs ressources. Elles n'ont pas besoin de croissance économique ou de conquêtes pour se maintenir. L'égalité et l'intégration des genres sont des éléments essentiels d'une économie du bien-être durable.

C'est là que se pose la question géopolitique : une société fondée sur le partenariat peut-elle se défendre contre une société qui cherche à la dominer ?

Dans sa forme pure, une telle société de partenariat ne peut pas le faire. Elle n'est pas encline à investir dans la défense. L'un des plus célèbres vers néerlandais de Lucebert s'applique ici : « Tout ce qui a de la valeur est sans défense ». Dans le monde réel, les pays ayant un modèle de partenariat devront s'orienter un peu vers le modèle

de domination. C'est dommage, car les investissements dans les forces armées se font au détriment des ressources naturelles, mais c'est malheureusement nécessaire. Cependant, il est important de ne pas se perdre dans une mentalité de guerrier. Vous devez disposer d'une armée forte, non pas pour dominer, mais pour vous engager.

Domination ou partenariat, à quels pays faut-il penser ?

La domination et le partenariat sont les deux extrémités d'une échelle mobile. Aucun pays ne possède l'un ou l'autre modèle. La Russie est un exemple de pays plus proche du modèle de domination. Au Bhoutan avec sa politique de bonheur national brut, au Costa Rica et son éco-économie sans armée ainsi qu'en Nouvelle-Zélande, qui attribue des droits à la nature, on reconnaît clairement le modèle de partenariat. Il en va de même pour l'UE, bien que la situation varie d'un pays à l'autre.

Comme les décroissants, vous prônez des services publics de qualité dans le cadre d'une économie du bien-être. Il s'agit notamment de la sécurité sociale, de l'éducation et des soins de santé. Dans l'UE, faut-il ajouter à cette liste la défense et la diplomatie, maintenant que l'attaque russe contre l'Ukraine a mis fin à une longue période de paix sur notre continent ?

Oui, je pense que c'est le cas. Vous et moi ne vivons pas assez longtemps pour voir le jour où la puissance militaire ne sera plus nécessaire, je le crains. Nous devrions également inscrire la diplomatie sur la liste des services publics essentiels, même si elle est bien sûr plus crédible lorsqu'un gouvernement brandit un gros bâton. Il est important de savoir quand se battre et quand ne pas se battre. C'est ainsi que je conçois le rôle de l'UE : elle devrait être fière d'être

à l'avant-garde de la durabilité, toujours dans l'intention de travailler ensemble, mais capable et désireuse de se défendre au besoin.

Dans une société sans croissance économique qui doit maintenir une force armée forte, il y a encore moins de place pour la consommation privée.

En effet. En outre, nous avons besoin d'un tampon au cas où notre empreinte écologique augmenterait en raison de calamités telles qu'une crise sanitaire ou un conflit militaire. C'est pourquoi notre économie doit devenir totalement neutre sur le plan climatique. La capacité de la nature à absorber le dioxyde de carbone de l'atmosphère constitue alors un tampon pour les situations d'urgence.

En géopolitique, le PIB est un indicateur important de la puissance. Une Union européenne sans croissance économique perdra-t-elle son pouvoir ?

Cela a pu être le cas dans le passé. Mais nous devons maintenant nous rendre à l'évidence que la croissance prendra fin de toute façon, comme on l'a dit, d'ici 20 ans. Si l'UE s'est transformée en une économie du bien-être d'ici là, elle sera plus forte dans le monde. Les pays qui continuent à rechercher la croissance alors que l'écosystème s'effondre vont au-devant de perturbations.

Le déclin du pouvoir économique peut-il être compensé par d'autres formes de pouvoir ?

Le capital social est une énorme source de pouvoir. Nous le constatons aujourd'hui en Ukraine. La résistance des Ukrainiens en temps de guerre a étonné tout le monde. Les hommes russes sont souvent contraints de se battre parce qu'ils ne croient pas en

une grande histoire. Les Ukrainiens sont solidaires les uns des autres, liés par un récit fort sur ce qu'ils représentent et ce pour quoi ils se battent. Nombreux sont ceux qui sont prêts à sacrifier leur vie pour cela. Un tissu social solide fait toute la différence en temps de crise. Et je pense qu'une économie du bien-être qui répond aux besoins fondamentaux de chacun, une société où les gens ont le sentiment d'un partage équitable et d'un traitement égal, sont les garants de la cohésion sociale.

En revanche, les sociétés dans lesquelles la coercition et la violence prédominent sont souvent plus faibles qu'il n'y paraît. Je compare parfois le modèle de domination à la masculinité toxique : elle a l'air très forte, mais elle est aussi fragile que tout autre chose. Le besoin d'expansion provoque des chocs, de nature écologique ou autre, et la résilience nécessaire pour absorber ces chocs fait défaut. Une société fondée sur la domination finit par s'effondrer.

Dans les relations entre l'UE et les pays du Sud, le modèle de domination peut encore être reconnu. Nous nous procurons une grande partie de notre énergie et de nos matières premières dans les pays pauvres, souvent au détriment des populations qui y vivent. Une économie du bien-être sans croissance peut-elle mettre fin à cet extractivisme néocolonial ?

Une Europe qui se concentre sur le bien-être plutôt que sur la croissance peut plus facilement réduire sa dépendance à l'égard des importations d'énergie et de matières premières. La transition vers l'énergie solaire et éolienne peut être accélérée si vous avez besoin de moins d'énergie. Les solutions circulaires peuvent répondre à la demande de matériaux plus rapidement si cette demande cesse de croître. À cet égard, l'abandon de la croissance économique présente des avantages géopolitiques évidents.

Une Europe qui se concentre sur le bien être plutôt que sur la croissance peut plus facilement réduire sa dépendance à l'égard des importations d'énergie et de matières premières.

Dans une UE post-croissante, la part de l'UE dans le PIB mondial diminuera encore plus rapidement qu'elle ne le fait déjà. Une telle UE a-t-elle besoin de plus d'alliés sur le plan géopolitique ?

Une Union européenne au-delà de la croissance peut devenir plus sélective dans le choix de ses alliés. Vous ne voulez pas être condamné à l'amitié avec des autocraties comme la Russie et l'Arabie saoudite parce que vous dépendez d'elles pour les matières premières ou l'énergie. De bons alliés permettent de se concentrer plus facilement sur le bien-être. L'une des raisons pour lesquelles le Costa Rica peut devenir une éco-économie est la protection dont il bénéficie de la part des États-Unis.

L'UE dépend également des États-Unis, le partenaire le plus puissant de l'OTAN, pour sa sécurité. Nous nous abritons sous le parapluie nucléaire américain. En tant que résidente américaine, pensez-vous que nous pouvons continuer à compter sur cet allié ?

C'est difficile à prévoir, car la politique américaine est aujourd'hui très polarisée. Je suis prudemment optimiste. Les enquêtes montrent que la jeune génération perd confiance dans la forme actuelle du capitalisme. Elle attache beaucoup plus d'importance à un partage équitable. Si les États-Unis s'engagent dans cette voie, ils pourraient être un allié relativement bon pour une Europe en post-croissance.



Gaya Herrington est une économètre néerlandaise, chercheuse en durabilité et militante des droits de la femme. En 2021, son étude *Update to Limits to Growth (Mise à jour des limites à la croissance)* a fait des vagues dans le monde entier. En 2022, elle a publié *Five Insights for Avoiding Global Collapse (Cinq idées pour éviter l'effondrement de la planète)*.

Richard Wouters est membre du personnel de Wetenschappelijk GroenLinks, le groupe de réflexion du parti écologiste néerlandais GroenLinks.

Cet entretien a été publié dans *de Helling* et le *Green European Journal*.

L'Europe peut-elle se défendre sans croissance ?

Entretien avec
Sven Biscop
par
Richard Wouters

On se demande de plus en plus si la poursuite indéfinie de la croissance du PIB est compatible avec une planète vivable. L'Union européenne pourrait-elle être la première à renoncer à la croissance économique sans se mettre à la merci d'autres grandes puissances ? Selon le spécialiste belge de la géopolitique Sven Biscop, la coopération en matière de défense et la diplomatie sont la recette d'une coexistence pacifique dans le cadre d'un scénario de décroissance.

Richard Wouters : Le débat sur la décroissance s'est-il déjà frayé un chemin jusqu'aux cercles d'experts dans le domaine des relations internationales ?

Sven Biscop : J'ai bien peur que non. Les personnes qui, comme moi, ont une formation en études stratégiques s'intéressent davantage à l'économie qu'auparavant. D'une part, parce que les acteurs géopolitiques actuels utilisent délibérément des instruments économiques pour poursuivre des objectifs stratégiques. Et d'autre part à cause du climat. L'incapacité à atténuer le changement climatique va exacerber les problèmes de sécurité existants et en créera probablement de nouveaux. Mais le concept de « décroissance » est un concept que je n'ai rencontré qu'à quelques reprises.

L'Union européenne porte la responsabilité historique la plus lourde dans le changement climatique et l'épuisement des ressources naturelles. C'est aussi l'une des régions les plus prospères du monde. Si nous devons renoncer à la croissance économique, est-il normal que l'UE soit en première ligne ?

Dans l'absolu, oui. En géopolitique, la croissance économique est perçue comme un élément positif, mais je reconnais qu'on peut l'envisager différemment. Mais lorsqu'on met en œuvre la décroissance concrètement, il faut veiller à ne pas trop éroder sa base de pouvoir par rapport aux autres acteurs. L'Union n'est pas seule au monde. Elle a des compétiteurs et des rivaux. Tous les États poursuivent leur propre intérêt, ils sont donc concurrents. Les rivaux, en outre, sapent activement les intérêts des autres. Et l'UE a des rivaux. Elle ne peut donc pas se permettre un trop grand déséquilibre de pouvoir. On peut dire que nous construisons la société parfaite en Europe, mais si nous n'avons pas la capacité de la défendre contre nos rivaux, à quoi ça sert ? Votre modèle subit alors l'érosion.

Et il faut également tenir compte de la dimension interne. Avec la transition verte, et certainement avec la décroissance, nous devons veiller à ne pas créer de nouveaux déséquilibres à l'intérieur de nos propres frontières. Il existe toujours un risque que les mesures prises soient faciles à supporter par ceux qui sont déjà bien lotis, tandis que les plus défavorisés sont frappés de plein

fouet. La politique de sécurité est à la fois externe et interne. On ne peut pas être un acteur extérieur efficace si l'on n'a pas de stabilité interne. Nous garantissons cette stabilité interne grâce à l'État-providence, avec un certain degré d'égalité et de contrôle démocratique. À défaut de cette stabilité, en temps de crise, les solutions extrêmes deviennent soudain attrayantes.

Au bout du compte, la plus grande menace pour notre sécurité est interne. Il serait très difficile pour un acteur extérieur de faire tomber l'UE. Mais si nous commençons à voter en masse pour des partis non démocratiques – qui sont déjà au pouvoir en Hongrie et [au moment de cet entretien] en Pologne – nous pouvons subir une implosion. Pour éviter ce scénario, nous devons préserver les équilibres internes. Un État-providence qui fonctionne doit redistribuer ce qui est disponible.

Les gens disent souvent que l'UE est un projet de paix. Grâce à l'intégration européenne, qui a débuté dans les années 1950, les pays participants ne se font plus la guerre. Mais ce n'est que la moitié de l'histoire. L'autre moitié, c'est que dans ces mêmes années 1950 de grands progrès ont été réalisés dans la construction de l'État-providence afin de maintenir la paix au sein de chacun de ces pays. Là résident pour moi les deux facettes du projet de paix : l'intégration entre les États membres et la sécurité sociale au sein des États membres.

Le défi actuel consiste à faire de la sécurité sociale un projet européen, du moins en partie, car nous avons un marché unique et une monnaie unique, avec la mobilité de

la main-d'œuvre, etc. Certaines conditions minimales doivent être convenues au sein de l'UE pour que tout cela reste gérable.

Le mouvement de la décroissance préconise des services publics de qualité, tels que la sécurité sociale et les soins de santé. Ces services doivent-ils inclure la défense et la diplomatie ?

Oui. Dans le débat public, on laisse souvent entendre que nous avons le choix qu'entre les armes et le beurre. C'est une fausse dichotomie. Pourquoi avons-nous besoin de la défense ? Parce que nous avons quelque chose qui vaut la peine d'être défendu : un modèle de société qui combine État-providence et démocratie. Si ce modèle ne résiste pas aux pressions extérieures, il ne survivra pas longtemps. Nous avons besoin d'une défense réelle et réaliste, suffisamment forte pour nous défendre sans coûter des sommes astronomiques. En outre, nous avons bien sûr besoin de diplomatie, car la défense à elle seule ne suffira jamais en matière de politique internationale. Idéalement, la défense ne devrait servir que de moyen de dissuasion.

Si l'UE cessait de rechercher la croissance économique, les États membres coopéreraient-ils mieux en matière de défense ?

C'est difficile à dire. Même aujourd'hui, de nombreux arguments plaident en faveur d'une intensification de la coopération européenne. La taille des forces armées nationales a été considérablement réduite et les équipements

sont devenus beaucoup plus coûteux. Nous assistons à une fragmentation totale, totalement inefficace en termes de coûts. Cela étant, l'argument économique, accepté par tous, ne suffit pas pour parvenir à une véritable intégration de la défense. Les gouvernements persistent à protéger leurs propres industries de défense et les forces armées restent considérées comme un symbole de souveraineté. Nous avons beau avoir une politique européenne de défense depuis 1999, nous n'avons pas encore fait le grand saut. Je doute que la fin de la croissance nous y décide.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie change-t-elle la donne ?

En réalité, la guerre a creusé le fossé entre les États membres de l'Union. Nous avons d'une part un camp qui affirme que dans une crise comme celle-ci nous ne pouvons pas nous passer de l'OTAN et des États-Unis, alors à quoi bon une défense européenne ? Et d'autre part l'autre camp dit : si nous voulons exercer une influence en temps de crise, nous ne pouvons le faire que par l'intermédiaire de l'UE. Le résultat est une impasse.

Certes, l'UE fait aujourd'hui des choses qu'elle ne faisait pas avant, comme acheter en commun des armes pour l'Ukraine. Mais soutenir les forces armées ukrainiennes n'est pas la même chose qu'accélérer l'intégration de nos propres forces. Bien sûr, si l'achat conjoint d'armes fonctionne pour l'Ukraine, c'est un argument pour le faire aussi pour nos propres armées. Je continue donc d'espérer une percée, mais j'ai déjà connu de nombreuses déceptions au cours des 25 dernières années.

Et que se passera-t-il si Trump ou un trumpiste revient à la Maison Blanche ?

Pendant quatre ans, Trump s'est répandu en déclarations insensées sur l'OTAN sans que cela ne débouche sur une avancée dans

L'UE fait aujourd'hui des choses qu'elle ne faisait pas avant, comme acheter en commun des armes pour l'Ukraine. Mais soutenir les forces armées ukrainiennes n'est pas la même chose qu'accélérer l'intégration de nos propres forces.

l'intégration de la défense européenne. Même si Trump redevenait président ou si l'un de ses partisans accédait à la Maison Blanche, je ne pense pas que cela aurait beaucoup d'impact – sauf s'il annonce le démantèlement de l'OTAN.

Le problème, c'est que les pays européens ne se font pas confiance. Si vous demandez à un Polonais ou même à un Finlandais en qui il ou elle ferait confiance pour lui porter secours en cas d'invasion russe, ils répondront : « Les États-Unis ». Pas la France, l'Allemagne ou le Royaume-Uni. D'un point de vue historique, c'est étrange : lors de l'invasion de la Belgique en 1914 et de la Pologne en 1939, qui a déclaré la guerre à l'agresseur ? La France et le Royaume-Uni. Les États-Unis ne sont entrés en guerre que bien plus tard.

Je ne vois que deux scénarios susceptibles d'entraîner une percée dans l'intégration de la défense européenne. Le premier serait une crise majeure en dehors de l'Europe, dans laquelle les États-Unis refuseraient d'intervenir, disant à l'UE de s'en occuper seule. Le second serait que la France et l'Allemagne, qui sont au cœur de l'intégration européenne, commencent réellement à faire ce qu'elles ont annoncé en 2017 : mettre en œuvre, conjointement, tous leurs grands projets de défense, y compris un nouveau type de char de combat et un nouvel avion de chasse. Une telle fusion des complexes militaro-industriels mettrait beaucoup de choses en mouvement car d'autres États membres de l'UE seraient contraints de s'y associer sous peine d'être évincés du marché de la défense. Français et Allemands ont également besoin de ces autres États membres, car il n'est pas rentable de développer conjointement un système d'armes que personne d'autre n'achète.

Combien pouvons-nous « gagner » en intégrant la défense ?

C'est difficile à quantifier. Les estimations des économies potentielles vont de 20 à 120 milliards d'euros par an, selon le degré d'intégration¹. Il est clair que la fragmentation actuelle est inefficace du point de vue des coûts. L'armée de l'air est un exemple que je cite souvent. Qu'un pays possède 100 avions ou dix, il a besoin d'un aérodrome, d'installations de formation pour les pilotes et les techniciens, d'un système de contrôle du trafic aérien militaire, etc. Plus les forces armées sont petites, plus la part de ces services de soutien – la hampe de la lance – est importante et plus la part des unités de combat – la pointe de la lance – est petite. Lorsque des pays mettent en commun une partie de leurs forces armées ou se répartissent les tâches militaires, ils peuvent transférer des ressources vers la pointe de la lance. Ils augmentent ainsi leur puissance de combat.

La Belgique et les Pays-Bas le font déjà avec leurs marines. Les navires sont toujours nationaux, battant pavillon belge avec un équipage belge ou néerlandais avec un équipage néerlandais. Mais toutes les tâches de soutien, du commandement à l'approvisionnement en passant par la formation et la maintenance, ont été, soit divisées – l'un des pays s'en charge pour les deux pays – soit fusionnées. Il n'y a qu'un seul quartier général. La Belgique et les Pays-Bas peuvent ainsi générer davantage de capacités déployables avec le même budget.

Si tous les pays de l'UE suivaient l'exemple de la marine belgo-néerlandaise, un budget de défense de 2 % du PIB serait-il suffisant ?

La règle des 2 % de l'OTAN est devenue une sorte d'obsession. Les pays devraient d'abord déterminer leurs ambitions, les

tâches militaires qu'ils veulent être en mesure d'accomplir. Même si les gouvernements choisissaient de faire le plus possible ensemble, cela ne produirait pas immédiatement des économies. Il y a des coûts initiaux. Des investissements sont nécessaires pour mettre en place une nouvelle organisation, pour harmoniser les équipements. Je pense que 2% du PIB est le minimum requis.

Dans l'UE, nous avons «communautarisé» un certain nombre de domaines politiques, tels que le commerce. Les décisions sont prises au niveau européen ; les États membres n'ont pas de droit de veto. L'UE devrait-elle faire de même avec la défense ?

Ce serait à mon avis l'approche idéale. Elle nécessiterait une modification du traité de l'UE, et c'est un processus difficile, mais je ne vois aucune raison objective pour laquelle cela ne pourrait pas se faire. Selon moi, l'UE devrait décider de tout à la majorité, même du déploiement de troupes. Je ne ferais qu'une seule exception : un État membre qui vote contre une opération militaire devrait avoir le droit de ne pas y participer. Un pays ne devrait jamais être contraint de déployer ses forces armées tant que le personnel militaire fait partie de ses effectifs. S'il devait arriver que les militaires soient payés par l'UE, cette exception n'aurait plus lieu d'être. Nous aurions alors une véritable armée européenne. Mais cela prendra beaucoup de temps.

Le Fonds européen de la défense, qui soutient la recherche et le développement conjoint de capacités militaires, est une autre forme de communautarisation. Il permet à la Commission européenne de piloter le marché de la défense. Mais ce fonds est actuellement très petit - un milliard et demi d'euros par an - comparé aux plus de 200 milliards d'euros dépensés chaque année pour la défense par l'ensemble des États membres de l'UE. Je ferais passer une plus grande partie du budget de la défense du niveau national

vers le niveau européen. La Commission pourrait alors dépenser l'argent en tenant compte de l'intérêt commun.

Je suis également favorable à l'achat par l'UE de son propre matériel militaire. Parler de biens qui appartiendraient en propre à l'UE est tabou à l'heure actuelle, mais je peux imaginer une étape intermédiaire où un certain nombre de pays prendraient la décision commune d'acheter le même équipement - des drones, par exemple. Au lieu de répartir les drones entre ces pays, on pourrait alors les exploiter comme une grande flotte avec un seul centre de commandement.

Dans votre dernier livre, vous écrivez que les alliés apportent plus de ressources et plus de légitimité. Cela les rend-il d'autant plus importants pour l'UE post-croissance ?

Oui, mais je ferais une distinction entre les États membres potentiels, les alliés et les partenaires. L'élargissement de l'Union concerne les Balkans occidentaux - déjà entourés de pays de l'UE - et l'Ukraine, qui a obtenu le statut de pays candidat en 2022. Si la Norvège ou la Suisse demandaient à adhérer à l'UE, elles deviendraient membres rapidement. Ces frontières seront celles de l'UE pendant longtemps, car je ne vois pas la Turquie devenir un État membre de l'UE.

En outre, nous avons des alliés avec lesquels nous avons établi une garantie de défense collective : les pays de l'OTAN tels que le Royaume-Uni et les États-Unis.

Enfin, l'UE devrait viser des partenariats solides avec les pays d'Amérique du Sud, d'Afrique et d'Asie. Nous ne devrions pas exiger l'exclusivité, mais reconnaître qu'il est dans leur intérêt de coopérer avec tous les grands acteurs et de ne pas trop dépendre de l'un d'entre eux. C'est d'ailleurs l'objectif de la stratégie « Global Gateway » de l'Union.

Nous mettons sur la table un ensemble d'investissements, nous les associons à un partenariat politique et, si le besoin s'en fait sentir, nous offrons également une coopération en matière de sécurité. Tout cela sans obliger les pays à choisir entre, par exemple, la Chine et nous.

L'UE est très dépendante des importations de matières premières, notamment pour la transition énergétique. Si nous mettions en œuvre un programme de décroissance et, par exemple, réduisons le rôle de la voiture privée au profit du vélo, des transports publics et du transport partagé, nous aurions besoin de moins de métaux rares pour l'électrification de notre mobilité. Y aurait-il un avantage géopolitique à la clé ?

Les dépendances de l'Europe seraient plus gérables. Mais nous aurons toujours besoin de matières premières ; nous ne sommes pas autarciques. S'approvisionner en matières premières à l'étranger n'est pas nécessairement une mauvaise chose. Tout dépend de la manière dont les pays riches en ressources organisent l'extraction : sont-ils le plus respectueux possible de l'environnement et les recettes profitent-elles à la population ? Malheureusement, dans de nombreux pays, ce n'est pas le cas parce que la gouvernance est mauvaise.

En fin de compte, le plus important est que nous continuions tous à reconnaître que tout le monde dépend de tout le monde. Cela contribue à la stabilité. L'interdépendance n'est pas une condition suffisante pour prévenir la guerre, mais elle y contribue ; elle crée un seuil supplémentaire avant d'envisager la guerre. C'est pour cette raison que nous devons favoriser la connectivité, afin que l'économie mondiale reste mondialisée.

Les dépendances peuvent être militarisées, mais c'est toujours d'une arme à double tranchant. Même avant la guerre en Ukraine,

j'ai dit : « nous devons faire comprendre à Poutine que s'il ferme le robinet de gaz, il ne se rouvrira jamais ». Et maintenant que le gazoduc Nord Stream a explosé, il en sera ainsi. L'arrêt de l'approvisionnement en énergie ou en matières premières est donc une arme qui ne s'utilise qu'une seule fois. Ce n'est pas une arme aussi puissante qu'on le pense souvent.

Certains dirigeants écologistes préconisent que l'UE cherche à former une alliance mondiale d'États démocratiques pour faire contrepoids aux puissances autoritaires telles que la Russie et la Chine. Est-ce une bonne idée ?

Un club composé uniquement de démocraties, quel problème mondial cela va-t-il résoudre ? Le changement climatique ? La migration ? La prolifération nucléaire ? Pour s'attaquer aux grands problèmes, nous avons également besoin des pays non démocratiques. Nous devons les maintenir impliqués dans les institutions qui façonnent la coopération multilatérale, sans que cela implique l'approbation de leurs pratiques nationales. Pour moi, c'est de la *realpolitik*.

La politique mondiale est une question d'intérêts. Chaque État poursuit ses intérêts et coopère en fin de compte avec tous les autres États si cette option sert ses intérêts, quel que soit le système politique national. Présenter la politique mondiale comme une confrontation entre démocraties et autocraties revient à pousser la Chine dans les bras de la Russie. À l'heure actuelle, les Chinois tentent de trouver une position intermédiaire sur la guerre en Ukraine. Nous devons jouer un jeu diplomatique nuancé pour nous assurer que la Chine reste dans cette position intermédiaire. Une nouvelle guerre froide qui opposerait les États-Unis et l'Europe, d'un côté, à la Chine et la Russie de l'autre, n'est vraiment pas dans notre intérêt.

L'UE travaille à l'élaboration d'une législation visant à bannir de son marché intérieur les produits fabriqués dans le cadre du travail forcé. Elle vise particulièrement les produits provenant d'usines chinoises où travaillent, sous la contrainte, des membres de la minorité ouïghoure. Soutenez-vous cette loi ?

Oui. La question est de savoir où nous traçons des lignes rouges. Si nous disons que nous ne pouvons pas commercer avec des pays qui violent les droits de l'homme, il ne nous restera plus beaucoup de partenaires commerciaux. En revanche, nous pouvons dire que nous ne voulons pas nous rendre complices de violations des droits de l'homme et que nous n'achèterons donc pas de produits fabriqués par des travailleurs forcés ouïghours.

Est-il compatible de fixer des lignes rouges à la Chine tout en collaborant avec elle dans la lutte contre la crise climatique ?

Il faudra bien. Si nous lions tout à tout, nous ne serons plus d'accord sur rien. Nous devons séparer les questions, « compartimenter » les relations. Mon principe général est de collaborer là où c'est possible, de repousser là où c'est nécessaire. C'est précisément en ayant le courage de repousser ou de riposter lorsque nos lignes rouges sont franchies que nous jetons les bases d'une coopération égale dans les domaines où les intérêts coïncident.

Et si la Chine attaque Taïwan ?

Si la Chine déclenche une guerre pour changer le statu quo, elle a beaucoup à perdre. Son économie d'exportation dépend fortement de l'économie mondiale, bien plus que celle de la Russie. Nous devons faire comprendre à Pékin que s'il franchit le pas, nos relations économiques changeront irrémédiablement. C'est le seul moyen de dissuasion dont nous disposons en tant

qu'Européens car nous ne sommes pas en mesure d'intervenir militairement.

Mon mari est taïwanais et nous nous rendons souvent sur l'île. C'est une société démocratique très différente de celle de la Chine continentale.

Le statu quo actuel entre la Chine et Taïwan est la meilleure solution pour tout le monde. L'UE devrait le souligner et ne pas modifier ce statu quo.

Les menaces de la Chine à l'encontre de Taïwan vous empêchent-elles de dormir ?

Je ne pense pas que la Chine envahira Taïwan demain. Le régime chinois se concentre actuellement sur la consolidation et la stabilité à l'intérieur du pays. Il ne souhaite donc pas provoquer de grands bouleversements à l'étranger. Mais Taïwan est un dossier hautement idéologique et symbolique, ce qui le rend imprévisible.

S'il y a une chose qui me fait perdre le sommeil, c'est que j'essaie de développer un point de vue nuancé et que j'arrive par conséquent à des conclusions qui ne me conviennent pas toujours. Par exemple, lorsque je dis que nous ne pouvons pas faire grand-chose pour les droits de l'homme en Chine. En même temps, c'est une situation que j'ai étudiée et c'est mon analyse objective. Je ne vais pas dire autre chose parce que cela me rassure. C'est douloureux, mais c'est la realpolitik. Il ne faut pas prendre un engagement que l'on ne pense pas pouvoir tenir.



Note de fin

- 1 European Parliament Think Tank, *Europe's two trillion euro dividend: mapping the cost of non-Europe, 2019-24*, 2019, p. 221.
https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS_STU%282019%29631745.

Sven Biscop est politologue et l'un des principaux penseurs belges en matière de géopolitique. Il dirige le programme Europe in the World à Egmont – l'Institute royal des relations internationales à Bruxelles. Il est également professeur à l'université de Gand, où il enseigne la stratégie et la politique étrangère de la Belgique et de l'UE. Son dernier ouvrage est *Grand Strategy in 10 Words: A Guide to Great Power Politics in the 21st Century* (Bristol University Press, 2021). Biscop vit à Bruxelles avec son mari Aberu, au milieu de nombreux livres, d'objets militaires et de chinoiseries.

Richard Wouters est chef de projet et chercheur au sein de Wetenschappelijk Bureau GroenLinks, le groupe de réflexion du parti vert néerlandais.

Cet entretien a été publié dans le *Green European Journal* le 29 août 2023.

Tourner le dos à l'extractivisme

Entretien avec
Peter Newell
par
Jonathan Essex

Si l'acquisition de quantités toujours croissantes de ressources pour alimenter une production et une consommation en expansion n'est plus un objectif central de la politique étatique, la violence nécessaire pour accéder et maintenir l'accès à ces ressources à l'intérieur des pays et entre les pays devient également superflue. Peter Newell, expert en relations internationales, explique comment une stratégie de décroissance, en ciblant la source même de la concurrence et de la violence géopolitiques, pourrait avoir un impact sur la géopolitique.

Jonathan Essex : Comment voyez-vous les tensions ou les synergies entre une décroissance gérée en Europe et la capacité de l'Europe à atteindre ses objectifs géopolitiques, tels que la promotion de la sécurité au sens large ?

Peter Newell : La doctrine libérale dominante en matière de paix¹ suggère que des niveaux élevés d'interdépendance économique sont essentiels au maintien de la paix dans le monde. Si l'Europe se désengageait de l'économie mondiale dans le cadre d'un programme de décroissance – par exemple en raccourcissant les chaînes d'approvisionnement, en réduisant les flux du commerce international ou en réglementant la production internationale – son interdépendance économique s'en trouverait réduite. L'idée libérale de la paix suggère que cette option pourrait avoir des conséquences en cascade. Entre autres, les relations internationales seraient plus conflictuelles (par exemple, à travers une augmentation des barrières aux échanges commerciaux et un début de

fermeture des économies), ce qui réduirait les éléments dissuasifs à la guerre. D'aucuns craignent également que cela ne limite l'influence de l'Europe dans la poursuite de ses objectifs géopolitiques par le biais de relations réciproques avec d'autres pays ou régions en matière de commerce et d'investissement, qui sont souvent des éléments clés de négociation pour faire avancer d'autres objectifs sociaux et environnementaux.

Cela étant, à mes yeux, l'Europe devrait se concentrer sur la coopération avec d'autres pays pour s'attaquer à des enjeux mondiaux – en matière d'environnement, de santé, de pauvreté, etc. – sur la toile de fond d'une économie plus démondialisée. L'UE pourrait chercher à poursuivre les échanges et la coopération politiques, culturels et sociaux sur ces questions, tout en dissociant certains aspects économiques ou, du moins, en ne cherchant pas à se mondialiser davantage.

La géopolitique serait très différente si un programme de décroissance était mis en

œuvre, mais celui-ci pourrait renforcer la capacité d'action de l'Union dans certains domaines. Par exemple, la dépendance persistante de certains pays européens au gaz russe a été l'un des facteurs qui a affaibli la capacité de réaction de l'UE face à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, entraînant une réticence à imposer des sanctions ou à prendre d'autres mesures.

De par cette dépendance, associée à des flux commerciaux, des financements et des investissements immobiliers illicites et plus explicites, et de par certains liens avec le commerce des armes, l'Europe, en réalité, a financé l'essentiel de la guerre russe contre l'Ukraine. La réduction de la demande d'énergie induite par une stratégie de décroissance pourrait contribuer à réduire la dépendance à l'égard des importations d'énergie et à renforcer le leadership dans ce domaine.

Il existe une relation étroite entre les concentrations de combustibles fossiles et les régimes autocratiques. La Russie et l'Arabie saoudite en sont les exemples les plus évidents, mais la liste est longue. L'Europe entretient des relations géopolitiques avec divers régimes peu recommandables. Au lieu d'influer sur le comportement de ces pays par des moyens géopolitiques traditionnels, tels que les sanctions commerciales ou la menace d'un conflit, nous pourrions être en mesure de réduire leur pouvoir en cessant d'acheter leurs combustibles fossiles, qui sont une source essentielle de leur richesse. Le passage à une économie sobre en carbone entraînerait une diminution de cette richesse, contraignant ces pays à

diversifier leur économie. Des accords multilatéraux tels que la proposition de Traité de non-prolifération des combustibles fossiles² seraient nécessaires pour garantir une suppression progressive équitable.

La poursuite active d'un programme de décroissance pourrait ainsi avoir un impact sur certains des facteurs de conflit. Ne sont pas uniquement concernés des conflits interétatiques, qui ne sont qu'une partie du puzzle géopolitique. Dans de nombreuses régions du monde, les conflits régionaux sont également inextricablement liés aux ressources naturelles.

L'expansion de l'extraction des matières premières dans de nouvelles régions s'inscrit dans une stratégie de croissance économique normale. Il en résulte effectivement des conflits entre les gouvernements, les groupes indigènes et d'autres acteurs, comme le montre clairement un simple coup d'œil au *Global Atlas of Environmental Justice*³. Cette expansion alimente également des formes de terrorisme plus larges : voyez comment les FARC en Colombie et Boko Haram au Nigeria se sont appuyés sur la possibilité d'extraire des revenus et de protéger les rentes tirées des ressources. En réduisant l'empiètement sur les territoires et les terres d'autres peuples, l'abandon du modèle de développement extractiviste pourrait tout à fait réduire les conflits.

En bref, la seule issue à la toxicité de notre géopolitique actuelle est de rompre le lien entre croissance et violence, qui découle de l'acquisition de toujours plus de ressources

et de main-d'œuvre provenant des régions éloignées du monde. Cela n'est possible qu'en s'attaquant à la nature de la croissance et de l'extractivisme.

Si les États disposaient de moins de ressources, comment pourrions-nous tenir tête à des autocrates agressifs tels que Poutine ? À quoi ressemblerait une politique étrangère verte face à un conflit ?

La défense est l'un des défis que j'aborde dans mon livre *Global Green Politics*. Les Verts veulent souvent être internationalistes et exprimer leur solidarité. Or, en affaiblissant délibérément l'État – en réduisant ses ressources par le biais de la décroissance, par exemple – la puissance publique est moins à même d'assumer ce genre de rôle sur la scène internationale.

Cela dit, si le vol de ressources était réduit, il y aurait moins de problèmes et de ressentiments chez les anciennes colonies et les populations déplacées par l'extraction. En conséquence, il se pourrait que les situations nécessitant une intervention dans le monde diminuent en nombre. Nous devons nouer des alliances avec d'autres gouvernements et mouvements sociaux afin d'accroître la pression collective sur les États et les entreprises irresponsables, notamment en leur retirant tout soutien économique, que ce soit via des boycotts ou d'autres mesures similaires.

L'enjeu est de s'attaquer aux causes profondes de l'inégalité sociale, de la non-durabilité et de la guerre. Pour les Verts, ces causes résident dans une économie axée sur la croissance, qui extrait des richesses des êtres humains et de la nature de façon non durable. Si nos modes de vie étaient plus durables, il serait moins nécessaire d'extraire sans relâche des ressources dans le monde et d'utiliser la force pour garantir et protéger ces flux de ressources injustes depuis les populations et les régions les plus pauvres

vers les plus riches. Pour y parvenir, il faut rééquilibrer les relations de pouvoir entre les États et les citoyens, entre le capital et le travail, entre le Nord global et le Sud global. Sans quoi la paix dans le monde restera hors de portée.

L'Europe se situe entre l'internationalisme et le localisme. Comment mieux la concevoir pour qu'elle soutienne mieux ces deux positions ?

L'Europe peut combiner le contrôle supranational et la coordination étatique au niveau des communautés et des régions grâce au principe de subsidiarité, qui permet la prise de décisions à l'échelon aussi local possible. L'impulsion devrait être de contrôler autant que faire se peut au niveau local et de ne remonter au niveau national ou européen qu'en cas de nécessité. Un tel système fonctionnerait à travers différents niveaux d'autorité imbriqués et coexistants, plutôt que par le biais d'un modèle de gouvernance par le haut.

L'Europe dispose du potentiel pour faire mieux sur ce plan, grâce à des organes tels que le Comité des régions, qui peut aider à coordonner l'action pour que le continent soit davantage que la somme d'une série de régions ou d'unités infranationales plus petites. Il est également possible d'utiliser les fonds européens tels que le Fonds de cohésion, pour soutenir les régions les plus défavorisées, encourager l'inclusion sociale et investir dans les infrastructures vertes. L'UE a également un rôle de « soutien au local » en amplifiant les voix des petits pays face à des acteurs plus globaux tels que les institutions des Nations unies, les États-Unis, la Chine et la Russie.

Si l'UE joue un rôle d'intermédiaire important, elle n'est pas pour autant un acteur totalement anodin. Sa raison d'être était principalement le marché commun et la réduction des barrières

commerciales. Elle existe toujours en grande partie pour servir des intérêts économiques, aussi est-il nécessaire de revoir les notions de développement et de progrès qui sont actuellement les siennes.

Le scepticisme sera toujours de mise quant à la question de savoir jusqu'où ira l'UE, en tant qu'institution, dans la mise en œuvre un programme de décroissance. Certains soutiennent un programme pour une économie verte plus conventionnelle, tel que le Green Deal européen, doté de leviers politiques et avec des tonalités plus interventionnistes qu'aux États-Unis. Mais l'Union continue pour l'essentiel à promouvoir les intérêts des entreprises européennes, par exemple en favorisant les accords commerciaux et d'investissement à l'étranger. Pour qu'il y ait une remise en question, il faudrait modifier les relations de pouvoir entre les différentes directions générales de l'UE (ainsi qu'entre les ministères des gouvernements des différents pays), au détriment de celles en charge des finances et du commerce, et à l'avantage de celles qui gèrent les préoccupations environnementales et sociales. Un tel rééquilibrage des pouvoirs nécessiterait des contrôles sur le lobbying des entreprises, ce qui préfigurerait l'ancrage d'une vision alternative.

La poursuite d'une véritable trajectoire de décroissance nécessiterait de repenser l'objectif global et le mandat de l'Union. Mais une question préalable se pose : l'UE pourrait-elle le faire de façon réaliste ? Les choses pourraient avancer si un ou deux pays allaient davantage dans cette direction, par exemple si les Verts gagnaient en puissance en Allemagne ou ailleurs. Il est clair que l'UE a déjà une vision plus progressiste de l'économie verte que les États-Unis, le Canada, la Chine ou la Russie, mais elle est encore loin de la vision radicale que représente la décroissance. L'UE plonge ses origines dans une volonté de paix, suivie de la création d'un marché commun. Elle doit à

Pour qu'il y ait une remise en question, il faudrait modifier les relations de pouvoir entre les différentes directions générales de l'UE, au détriment de celles en charge des finances et du commerce, et à l'avantage de celles qui gèrent les préoccupations environnementales et sociales.

présent acquérir une vision à plus long terme, définie autour des défis fondamentaux de la paix et du développement durable.

La relation de l'UE avec les pays du Sud global pourrait-elle évoluer avec la décroissance ? Comment pouvons-nous dépasser l'héritage postcolonial de l'extractivisme ?

Bon nombre de pays d'Afrique et d'Asie continuent de recourir à l'acquisition injuste de terres et à la législation coloniale pour extraire toujours plus de ressources. Cela reste un facteur de conflit. Une réorientation consciente des entreprises qui bénéficient de ces pratiques pourrait s'inscrire dans le cadre d'une « économie solidaire », qui reconnaîtrait la façon dont les ressources continuent d'être exploitées pour alimenter notre consommation dans le Nord global au lieu de soutenir le développement dans le Sud global.

Il faut également mener un débat délicat sur notre passé colonial et les réparations. Ceux qui ont le plus profité du colonialisme ont d'énormes dettes à payer, à l'instar des compagnies pétrolières qui ont le plus profité des émissions de carbone ; ces remboursements pourraient être redirigés vers les pays du Sud global. Il serait en revanche malaisé de trouver les ressources nécessaires aux réparations dans le contexte d'une tentative de réduction de la taille de l'État et de la dépense publique.

La nature de l'aide internationale au développement changerait également. L'économie mondiale s'est considérablement développée depuis la Seconde Guerre mondiale. Par contre, la pauvreté, les niveaux élevés de malnutrition et l'exclusion sociale sont toujours d'actualité. Il y a tant d'institutions qui ne fonctionnent pas et de mauvais résultats en matière de santé. De toute évidence, cet argent et cette énorme augmentation de la richesse ne sont pas également répartis. L'économie du ruissellement ne fonctionne

Ceux qui ont le plus profité du colonialisme ont d'énormes dettes à payer, à l'instar des compagnies pétrolières qui ont le plus profité des émissions de carbone.

pas. Pourtant, les objectifs de développement durable des Nations unies partent du principe que la lutte contre la pauvreté et d'autres objectifs restent tributaires de l'expansion économique, ce qui est ridicule et contraire à la plupart des éléments probants.

La transition vers une économie sobre en carbone entraînera-t-elle encore une augmentation de la demande de ressources, reproduisant l'extractivisme néocolonial du passé ?

Une politique économique verte conventionnelle entraînera une augmentation de la demande de certains minéraux et ressources pour les énergies renouvelables. Une économie visant à atteindre le suffisant et à répondre aux besoins fondamentaux nécessiterait beaucoup moins de ces ressources. La demande doit être réduite afin de minimiser l'extractivisme. Lorsque des matériaux sont extraits, ce qui sera inévitable dans certains cas, il faut que cette extraction soit la plus responsable possible sur le plan social et environnemental, sur la base des normes et des réglementations appropriées.

Pour l'heure, la façon dont les ressources circulent dans le monde sert des besoins géopolitiques plutôt que de développement. L'économiste catalan Joan Martínez Alier et d'autres ont étudié l'échange inégal de ressources entre les pays et les injustices, à la fois écologiques et sociales, au sein des sociétés et entre elles⁴, créés par l'échange inégal.

Ce constat s'inscrit dans le débat sur les élites polluantes et les moyens à utiliser pour «réduire et partager» l'économie à l'échelle mondiale. Le gros de la production et de la consommation de ressources ne répond pas aux besoins de la majorité, mais alimente plutôt la consommation insoutenable des groupes les plus riches. Il existe une marge de manœuvre considérable pour réduire la production et la consommation tout en

limitant la surconsommation et en orientant la production vers la satisfaction de véritables besoins sociaux et environnementaux.

L'approche de la décroissance va au-delà de la *substituabilité* – l'approche «plug and play» de la croissance verte où les voitures à essence et au diesel sont remplacées par un très grand nombre de voitures électriques. Cela revient à dire : «Tout le reste du système est bon, il suffit de le rendre entièrement électrique». Cette conception entraîne déjà un boom insoutenable des ressources. La décroissance, par contre, consisterait à dire : «Il faut moins de voitures dans le monde». Il faut un glissement dans la façon d'aborder la demande. Dans une économie capitaliste axée sur la croissance, c'est un défi de taille. Pourtant, des terres et des ressources de l'étranger seraient libérées et ces pays pourraient alors les utiliser pour leur propre population plutôt qu'à des fins d'exportation vers l'Europe.

En attendant, nous devons assainir le secteur de l'extraction minière. Les pratiques néfastes, notamment le recours à grande échelle au travail des enfants, y sont monnaie courante. La demande restera soutenue, mais il est possible de la réduire si les produits sont conçus pour durer plus longtemps. Comme indiqué plus haut, ce basculement doit intervenir dans le cadre d'importants glissements au niveau de la production et de la consommation. Sont notamment visées la sélection des produits commercialisés, la restriction de l'obsolescence programmée et la limitation de la publicité, qui alimente la consommation superflue.

Enfin, si le Royaume-Uni et l'Union européenne choisissaient tous deux la voie de la post-croissance, cela mènerait-il à des possibilités de collaboration élargies dans le futur ?

Parmi les principales motivations qui pousseraient le Royaume-Uni à réintégrer l'Union, la promesse d'une réduction des barrières commerciales et d'une amélioration de la coopération économique avec son partenaire commercial le plus proche et le plus important figure en bonne place. Cet élément resterait un facteur de poids dans le cadre d'un scénario de décroissance. Une collaboration plus étroite serait également utile pour coordonner les réponses régionales et internationales à une série de menaces – les catastrophes, les problèmes environnementaux ou sanitaires – mais aussi pour la coopération au développement. Lorsqu'il aura enfin accepté la fin de l'empire (ce qui n'est manifestement pas encore le cas), le Royaume-Uni, en agissant de conserve avec l'Union, sera en mesure de parler d'une voix plus forte dans les forums mondiaux. Tels sont les arguments qui peuvent faire pencher la balance en faveur d'un réengagement avec l'Europe, même si les motivations économiques fondamentales ne sont pas le moteur principal.



Notes de fin

- 1 Michal Natorksi, *The European Union peacebuilding approach: Governance and practices of the Instrument for Stability*, 2011. https://www.hsfk.de/fileadmin/HSFK/hsfk_downloads/prif111.pdf.
- 2 <https://fossilfuel treaty.org/>.
- 3 <http://ejatlas.org/>.
- 4 Alf Hornborg & Joan Martinez-Alier, « Introduction: Ecologically unequal exchange and ecological debt », *Journal of Political Ecology*, 2016. https://lucris.lub.lu.se/ws/portalfiles/portal/30090345/Hornborgintro_1_.pdf.

Peter Newell est professeur en relations internationales à l'Université du Sussex. Il travaille sur l'économie politique du changement climatique et des transitions énergétiques. Par le passé, il a occupé des postes dans les universités d'Oxford, de Warwick et d'East Anglia, ainsi qu'au sein des ONG Climate Network Europe et Friends of the Earth. Il a siégé au conseil d'administration de Greenpeace UK et de l'ONG Carbon Market Watch, basée à Bruxelles. Il est membre du conseil consultatif du Green House Think Tank. Ses ouvrages incluent *Governing Climate Change* (Routledge, 2023), *Power Shift: The Global Political Economy of Energy Transitions* (CUP, 2021) et *Global Green Politics* (CUP, 2019).

Jonathan Essex est chercheur en développement durable au sein du Green House Think Tank, Royaume-Uni.

L'accord commercial UE-Chili

Une perspective de décroissance

Entretien avec
**Gabriela Cabaña
Alvear**
par
Jonathan Essex

Le récent accord commercial entre l'Union européenne et le Chili a été décrit par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, comme un jalon d'une importance géopolitique capitale, qui renforce la sécurité économique des deux parties. L'un des points clés de l'accord est l'importation d'hydrogène vert et de lithium pour alimenter la transition verte de l'Europe. Gabriela Cabaña Alvear, universitaire transdisciplinaire chilienne, explique comment cet accord et la géopolitique qui le sous-tend peuvent être envisagés du point de vue du Chili et de la décroissance.

Jonathan Essex : Quel est l'impact de la transition énergétique européenne sur le Chili et d'autres pays d'Amérique latine ?

Gabriela Cabaña Alvear : Les relations extérieures et la diplomatie sont façonnées par des intérêts géopolitiques liés au lithium et à l'énergie, ce qui exerce une pression considérable sur des pays comme le Chili, la Bolivie et l'Argentine pour qu'ils augmentent l'extraction de ces ressources à des fins d'exportation. Mes recherches sur la planification énergétique au Chili ont révélé que les politiques énergétique et d'extraction de matières premières donnaient la priorité à la croissance des exportations de nouvelles matières premières – principalement l'hydrogène vert et le lithium – afin de soutenir la transition énergétique ailleurs plutôt que de répondre aux besoins énergétiques ou de décarbonation chiliens. Cette approche ignore le concept des limites planétaires et conduit à des conflits environnementaux.

Cette tendance se retrouve dans toute la région. Le Chili a été le premier à mettre en place une politique nationale d'exportation de l'hydrogène vert en 2020. Le Brésil et l'Uruguay promeuvent une position similaire. Ces politiques sont soutenues par des accords commerciaux, notamment pour stimuler la décarbonation en Europe. Par exemple, le président chilien Gabriel Boric vient de faire une tournée en Europe pour expliquer comment le Chili peut contribuer à l'autonomie stratégique de l'UE grâce à la fourniture d'hydrogène vert et de matières premières essentielles telles que le lithium destiné aux batteries.

Ces accords s'inscrivent dans une perspective de sécurisation, c'est-à-dire de sécurisation des énergies renouvelables et des autres ressources nécessaires au maintien du statu quo en Europe. Par exemple, certains suggèrent qu'à l'avenir nous aurons autant de voitures qu'aujourd'hui, mais qu'elles seront alimentées par des batteries ou de l'hydrogène. Mais le maintien de ce niveau d'utilisation de la voiture privée n'est pas viable et ne constituerait

pas une transition juste. L'Europe devrait fixer des limites à ce dont elle a besoin pour être suffisante – et pas plus. L'UE doit cesser d'essayer de séduire certains pays pour qu'ils augmentent leurs exportations de ressources, car cela ne fera qu'accroître sa consommation. Au lieu de cela, il faut se concentrer sur la transformation des systèmes énergétiques dans le monde entier, tous ensemble – en l'occurrence au Chili et en Europe.

Pourquoi le Chili a-t-il opté pour ce type de politique énergétique ?

La politique énergétique du Chili a été proposée avec la promesse que les bénéfices de la croissance « ruisselleraient » sur le pays et entraîneraient une révolution industrielle verte. L'alternative consisterait à accorder la priorité aux besoins énergétiques intérieurs du Chili, ce qui implique une réorganisation de la production, puis l'élaboration des politiques d'exportation et commerciales les plus appropriées. Or c'est le contraire qui se produit. Le Chili cherche en premier lieu à sécuriser de nouvelles exportations pour engranger les devises étrangères dont il a besoin, et il ne semble pas exister aucune volonté politique de remise en question à cet égard.

Dans votre article *Only for the Global North*¹?, vous affirmez que nous devrions cesser de voir la décroissance comme un problème qui se pose aux États-nations et penser plutôt aux pauvres du Nord et aux élites du Sud. Pourriez-vous nous en dire davantage à ce sujet ?

J'ai de réelles inquiétudes sur les bénéficiaires de cette focalisation sur le lithium et l'hydrogène vert. Pour creuser cette question, il est nécessaire d'explorer les disparités de richesses à l'intérieur des pays. Au Chili, cette politique bénéficie surtout aux élites riches et peu nombreuses dont le niveau de consommation d'énergie et de ressources est déjà similaire au niveau européen. Elle soutient leurs entreprises et leurs modes de vie. Elle n'aide pas ceux qui vivent dans la pauvreté énergétique et qui ont besoin d'accéder à une énergie plus propre, alors qu'ils représentent une part importante de la population chilienne. De même, l'utilisation de batteries ou d'hydrogène vert dans les voitures électriques n'aide pas les personnes marginalisées en Europe.

En réalité, les exportations chiliennes de lithium, de cuivre et d'hydrogène soutiendront le gaspillage et le mode de vie extrêmement intense en énergie des ménages les plus riches d'Europe. Pour sa part, le Chili restera dépendant des combustibles fossiles et créera de nouvelles zones de sacrifice écologique, sans s'attaquer à ses problèmes très réels de pauvreté énergétique.

Les mêmes relations se retrouvent ailleurs. En Inde, par exemple, de nombreuses politiques nationales soutiennent une petite élite devenue incroyablement riche, reproduisant une fois de plus les dynamiques d'extraction et de dépossession à l'intérieur des frontières nationales. Le discours de ces élites est que L'Inde est un pays pauvre et qu'à ce titre elle a besoin de croissance, mais les investissements ne sont pas orientés vers la lutte contre la pauvreté.

Comment un pays tel que le Chili peut-il rompre avec ce narratif de croissance économique permanente, et quel impact cela peut-il avoir sur la géopolitique ?

Les contraintes financières qui façonnent les politiques économiques nationales sont liées aux relations géopolitiques actuelles. L'inégalité des structures financières et des mesures d'incitation a conduit les pays en développement à dépendre des devises des pays développés, et notamment à rembourser des formes injustes de dette. Certains pays affirment de ce fait qu'ils ont le droit d'accéder aux richesses via les combustibles fossiles pour alimenter le développement parce que d'autres pays l'ont déjà fait. Par exemple, l'Argentine défend l'expansion de l'exploitation des combustibles fossiles polluants pour rembourser ses dettes. L'alternative serait de redéployer les économies. Cela pourrait commencer avec des réparations servant à effacer la dette, comme le demande le mouvement Debt for Climate², ainsi qu'avec l'abandon par les pays riches d'une partie de leur pouvoir afin d'instaurer des relations internationales plus équitables.

La géopolitique englobe l'action subtile des gouvernements pour faire pression sur d'autres pays. Au Chili, notre gouvernement s'est vu rappeler la nécessité de s'intégrer dans le commerce mondialisé tel qu'il existe aujourd'hui. On a pu le constater à travers les efforts explicites du nouveau gouvernement progressiste de gauche pour démontrer qu'il n'était pas si radical, qu'il souhaitait toujours que l'économie soit ouverte à l'investissement étranger direct et qu'il maintienne la perspective de planification énergétique par défaut pour le pays, c'est-à-dire une perspective qui soutient la croissance. L'objectif économique du Chili est d'améliorer la situation de ses habitants, mais doubler ou tripler la production d'énergie et l'exporter vers l'Europe n'améliorera probablement pas les conditions de vie de la plupart des Chiliens.

Le changement est réprimé par la violence et l'application de la loi se fait à de nombreux niveaux. La militarisation a lieu aussi bien à l'intérieur des pays qu'entre les pays. Elle suit une formule connue selon laquelle la propriété privée et les activités extractives sont protégées par la police, voire par l'armée, comme c'est le cas dans certaines régions d'Amérique latine. L'« état d'exception » déclaré dans les régions méridionales du Chili, censé contribuer au contrôle des « graves troubles de l'ordre public » qui s'y produisaient, en est un bon exemple. Il s'agissait pour le gouvernement de recourir à l'armée pour réprimer, et donc criminaliser, la lutte des indigènes contre les industries extractives privées. Ce phénomène n'est pas rare du tout, il fait partie intégrante des moyens utilisés pour maintenir les structures de dépossession. Il va de pair avec diverses stratégies d'appropriation et des outils institutionnels, tels que le fonctionnement des systèmes d'évaluation environnementale et l'exclusion de la démocratie économique des espaces offerts à la participation. Ces structures rendent encore plus difficile un changement de cap, vers la décroissance par exemple. Le besoin de développement et de prospérité économique est présenté comme un « rattrapage » de l'Occident.

Un objectif plus pragmatique pourrait être d'envisager des alternatives incluant des concepts inspirés de la décroissance, tels que les limites et le suffisant. Ceux-ci pourraient être mis au service de la planification de la descente énergétique. Un pas dans cette direction a été fait avec la proposition d'une nouvelle Constitution visant à redéfinir les institutions politiques chiliennes, afin de limiter les structures néolibérales qui les dominent actuellement. Le projet de Constitution, qui devait faire l'objet d'un référendum national, s'appuyait sur le concept du *buen vivir*³, une approche politique et philosophique formulée par les peuples indigènes, qui vise à mettre fin à l'extractivisme et s'inscrit dans une certaine mesure dans le cadre de la décroissance. Le projet de Constitution contenait de nombreuses propositions

prometteuses, notamment la consécration des droits de la nature. Malheureusement, à l'approche du référendum, craignant que le changement constitutionnel n'affecte la stabilité économique, les marchés boursiers ont chuté. Des annonces publiques ont été faites pour y répondre, affirmant que le Chili ne s'engagerait pas sur la voie d'un changement radical et que la poursuite de l'exploitation des ressources serait encouragée, y compris par le biais de l'investissement étranger direct.

Malgré ces efforts, la Constitution proposée a été rejetée par 62% des électeurs lors du référendum du 4 septembre 2022⁴. Les structures de gouvernance du Chili restent donc inchangées. Cette expérience montre à la fois toute la volonté politique et la dynamique qui s'avèrent nécessaires pour mettre en place la décroissance et le contexte géopolitique adéquat pour la rendre possible.



Gabriela Cabaña Alvear est une chercheuse transdisciplinaire chilienne formée à l'origine en sociologie, dont les travaux s'inspirent de l'écologie politique et des perspectives théoriques féministes. Dans le cadre de son doctorat en anthropologie à la London School of Economics, elle étudie comment la politique sociale croise la pratique anthropologique professionnelle, notamment en se concentrant sur la planification énergétique dans le sud du Chili dans le contexte de l'urgence climatique. Gabriela fait partie du Centro de Análisis Socio Ambiental (Centre d'analyse socio-environnementale), du Red Chilena de Ingreso Básico Universal (Réseau chilien du revenu de base) et du Basic Income Earth Network. Elle est également active dans le mouvement de la décroissance.

Jonathan Essex est chercheur en développement durable au sein du Green House Think Tank, au Royaume-Uni.

Notes de fin

- 1 Gabriela Cabaña Alvear & Vandana, « Only for the Global North? Questioning the “who should degrow” issue », *Degrowth Journal*, 2023. <https://www.degrowthjournal.org/publications/2023-06-19-only-for-the-global-north-questioning-the-who-should-degrow-issue/>.
- 2 <https://www.debtforclimate.org/>.
- 3 Eduardo Gudynas, « Buen Vivir: Today's tomorrow », *Development*, 2011. <https://doi.org/10.1057/dev.2011.86>.
- 4 Carole Concha Bell, « Chile's progressive new constitution rejected by voters after campaign marred by misinformation », *The Conversation*, 13 septembre 2022. <https://theconversation.com/chiles-progressive-new-constitution-rejected-by-voters-after-campaign-marred-by-misinformation-190371>.

Quels sont les obstacles à la post-croissance ?

Entretien avec
Giorgos Kallis
& **Cristina Monge**
par
Soledad García
Consuegra

Giorgos Kallis, chercheur en décroissance, et Cristina Monge, politologue, discutent des obstacles géostratégiques et culturels à une Europe post-croissante.

Soledad García Consuegra : L'Union européenne est-elle prête, au niveau politique, à faire les premiers pas vers la post-croissance ?

Giorgos Kallis : Je ne pense pas qu'il y ait de signes d'un quelconque engagement politique sérieux dans cette direction. Il existe malgré tout une ouverture sans précédent pour discuter de la post-croissance, comme en témoigne la conférence « Beyond Growth » qui s'est tenue au Parlement européen en mai 2023. La recherche sur ce thème bénéficie enfin d'un certain financement. Certaines oreilles sont plus ouvertes qu'elles ne l'ont jamais été. Mais il faut rester réaliste. Des discussions préliminaires ont peut-être lieu, mais nous sommes loin d'une planification sérieuse, surtout dans le contexte du virage conservateur général amorcé dans la plupart des pays de l'UE.

Cristina Monge : Effectivement. Ce débat a déjà eu lieu dans l'UE au niveau des mouvements sociaux et environnementaux, et la conférence a été un premier pas vers une ouverture plus large. Mais nous sommes encore loin d'une prise en charge institutionnelle par l'UE. D'autant plus si l'on tient compte de l'évolution des rapports de force

en Europe. Les pays du groupe de Visegrád (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie), qui ont toujours compté parmi les plus réticents sur les questions de transition écologique, ont été rejoints par des pays comme l'Italie et la Finlande. Dans ces pays, des forces d'extrême droite arrivent au pouvoir. Elles considèrent la lutte contre le changement climatique et d'autres initiatives internationales telles que l'Agenda 2030 pour le Développement Durable comme des politiques de *l'establishment*, auxquelles il faut s'opposer. Au vu de la montée en puissance de ces forces et de leur incorporation dans certains gouvernements, il est difficile de croire que les institutions européennes sont en mesure de nourrir le débat sur la post-croissance. L'incertitude politique et économique dans laquelle nous vivons rend la chose encore plus improbable.

Quels principaux obstacles internes et géopolitiques faut-il surmonter sur le chemin de la post-croissance ?

GK : Les obstacles internes sont évidents. Les riches, qui détiennent le plus de pouvoir politique, veulent la croissance pour que leurs profits augmentent et continuer à s'enrichir

sans que les pauvres ne s'appauvrissent au point de se révolter. La croissance est nécessaire à la stabilité interne du système capitaliste. Mais cette stabilité est temporaire parce que la croissance composée, à long terme, est une force très déstabilisante non seulement pour le climat, mais aussi pour l'économie elle-même, qui ne peut être forcée à soutenir cette course exponentielle vers l'infini.

L'obstacle au niveau géopolitique est tout aussi clair : la compétition pour la puissance militaire et l'avantage géopolitique est liée à la croissance économique. Après tout, le PIB en tant qu'outil de mesure de l'économie d'un pays a été utilisé pour la première fois pendant la Seconde Guerre mondiale, et la croissance du PIB est réellement devenue un objectif général dans le contexte de la guerre froide, alors que l'Union soviétique et les États-Unis tentaient de se dépasser dans la course aux armements. Il va sans dire que les nations puissantes qui se disputent le pouvoir politique et économique ont besoin de croissance pour contrôler d'autres nations par la force militaire ou économique.

CM : Bien entendu, il existe, à côté de la corrélation actuelle des forces politiques que j'ai mentionnée plus haut, d'autres obstacles. Même dans les pays où l'extrême droite n'est ni au gouvernement, ni près de l'être, la croissance et la post-croissance restent un débat de niche auquel participent les mouvements sociaux, les défenseurs de l'environnement et les intellectuels. Cette discussion n'a pas encore atteint monsieur et madame Tout-le-Monde. Elle n'est même

pas entrée dans le champ politique, que ce soit à gauche ou à droite. Je n'imagine pas en Espagne un candidat se présenter aux élections générales avec un programme de post-croissance ou de décroissance et remporter le scrutin.

Le principal obstacle réside peut-être dans le terme même de « croissance », qui est une sorte de fétiche dans notre culture et notre mode de vie. La post-croissance ou la décroissance sont automatiquement associées à l'idée d'appauvrissement. Nous devons nous en éloigner et commencer à nous concentrer sur le positif, en reconsidérant toujours le bien-être ou le pacte social, toujours dans le cadre des paramètres du développement durable. Lorsque ces discours sont introduits, ils doivent être intégrés dans un paradigme positif, un paradigme de souhaitabilité orienté vers le bien-être. En procédant de cette manière, nous pourrions peut-être trouver une voie en avant qui soit plus attrayante pour les citoyens.

Selon vous, quelles sont les principales tensions et synergies entre la décroissance planifiée dans l'UE et la capacité de l'Union à atteindre ses objectifs géopolitiques, comme le renforcement de la sécurité au sens large ?

GK : Je pense que l'Europe devrait adopter le rôle du vieux sage et pacifique qui sait mieux que quiconque qu'il ne faut pas se lancer dans des guerres mondiales ou des guerres froides destructrices, et qui est aussi disposé à réparer ses erreurs passées. Cette maturité

devrait se traduire par l'acceptation et l'adaptation à une ère nouvelle où l'expansion constante n'est plus nécessaire – ni même possible. Dans cet ordre d'idées, l'Europe doit développer une forme de coexistence post-impérialiste et postcoloniale avec les autres nations et cultures du monde. Elle doit agir comme une force de médiation et de paix plutôt que poursuivre une quête de suprématie et de pouvoir. La décroissance, au sens large du terme, est parfaitement compatible avec cette voie.

De manière plus réaliste, étant donné que l'UE est piégée dans une compétition géopolitique mondiale qui se manifeste par une course à la puissance militaire, les tensions avec la décroissance sont évidentes.

CM : Je n'ose pas donner de réponse parce que parler de décroissance planifiée au sein de l'UE à l'heure actuelle relève de la « politique fiction ».

Une grande partie du mouvement de la décroissance tend vers le pacifisme et l'antimilitarisme, tout en insistant sur le fait que la transition vers une société de décroissance doit être démocratique. Comment la décroissance doit-elle aborder la défense de la démocratie contre les autocraties hostiles ? Peut-on la défendre sans investir dans l'armement ?

GK : Oui, pourquoi pas ? La plupart des pays de l'UE appartiennent à l'OTAN et l'OTAN possède suffisamment d'armements pour détruire plusieurs fois la planète toute entière si elle était attaquée.

Je comprends que vous posiez cette question en pensant à l'invasion russe de l'Ukraine, mais je ne pense pas que les causes de l'agression russe puissent être réduites à une sorte d'hostilité envers les démocraties en général. Les causes étaient beaucoup plus spécifiques et, comme dans d'autres

Parler de décroissance planifiée au sein de l'UE à l'heure actuelle relève de la « politique fiction ».

guerres et invasions déclenchées par des grandes puissances, cette invasion-ci est liée à la compétition pour des zones d'influence, à la politique intérieure, à des mythes et fantasmes historiques, et à bien d'autres éléments encore. Je ne pense pas que la Russie a envahi l'Ukraine simplement parce que cette dernière organisait des élections. Pour leur part, les États-Unis – la démocratie prétendument la plus vieille du monde – ont mené un certain nombre de guerres illégales et d'opérations secrètes contre des dirigeants élus au cours des dernières décennies, toujours motivés parce que les élites américaines percevaient comme la défense des intérêts nationaux du pays au sens étroit et la quête de la suprématie mondiale. Je ne vois donc pas de menace militaire existentielle pour les démocraties de la part des pouvoirs autocratiques, du moins jusqu'à présent. Je m'inquiète bien davantage de l'érosion interne des démocraties avec la montée des partis, des dirigeants et des pratiques antidémocratiques, même dans les pays qui se considèrent ostensiblement comme des remparts de la démocratie.

CM : C'est une question fondamentale, surtout dans le contexte d'une guerre comme celle qui se joue en Ukraine. Nous constatons que les sociétés européennes ne se sont pas mobilisées fortement contre la guerre comme elles l'ont fait en d'autres occasions. Sans doute parce qu'il s'agit dans ce cas d'une invasion, avec un agresseur et un agressé clairement identifiables, qui plus est aux portes de l'UE. Par conséquent, les discours pacifistes qui étaient autrefois plus répandus en Europe, pour des raisons différentes dans chaque pays, sont largement tombés en désuétude.

GK : Je pense que le pacifisme est et devrait rester au cœur du mouvement vert, même si c'est malheureusement de moins en moins le cas. La guerre en Ukraine a placé le mouvement pacifiste occidental dans une

situation plutôt rare où ce n'est pas l'Occident lui-même qui envahit un autre pays, dans le cadre d'une guerre qui aurait pu être évitée. Un mouvement pacifiste occidental visant à convaincre Poutine d'arrêter la guerre en Ukraine est évidemment un exercice futile car les pacifistes d'Europe sont la dernière chose dont Poutine se soucie.

Cela dit, un mouvement pacifiste au sein de l'Europe est toujours nécessaire pour freiner les excès belliqueux qui émergent actuellement, avec cet amour soudain pour l'OTAN. Il faut tracer une ligne de démarcation très claire entre la défense raisonnable dans une perspective de paix et l'armement forcené en vue de combats pour des zones d'influence et contre des challengers potentiels à l'hégémonie occidentale.

L'Europe a augmenté ses dépenses militaires de 13 % au cours de la première année de la guerre en Ukraine. Est-il possible de concilier l'augmentation des dépenses de défense et de sécurité avec les engagements en matière de transition énergétique et de climat ?

GK : Je ne pense pas que les deux soient compatibles. Ces dépenses doivent cesser. L'Europe et l'OTAN ont suffisamment d'ogives nucléaires pour se protéger si on en arrive là. Les dépenses militaires doivent être réduites au strict minimum, et non pas augmentées. Tout l'argent disponible doit être investi dans l'atténuation du changement climatique, la protection sociale et l'annulation des prêts aux pays du Sud global, et non dans la construction de chars et de sous-marins, pour l'amour de dieu. Comment pouvons-nous, nous les Verts, discuter sérieusement de ce sujet à une époque où le climat s'effondre ?

Quelle est la place des grandes entreprises multinationales dans un scénario de post-croissance ? Sont-elles un frein ou un allié ?

GK : Un frein, de toute évidence. Les multinationales sont l'incarnation de l'économie mondialisée hyper-accélérée, qui dépend de l'exploitation d'une main-d'œuvre sous-payées et de l'extraction de ressources dans le reste du monde.

CM : En effet, les entreprises de ce type sont ancrées dans le modèle de la croissance, sans lequel elles ne peuvent survivre, et il est donc peu probable qu'elles soient des alliées. Certains mouvements d'entreprises émergent néanmoins, comme par exemple B Corp. Leur approche est différente et elles comprennent clairement que pour être viables à long terme elles doivent opérer dans un paradigme de développement durable. Bien qu'elles n'aient ni le pouvoir ni la capacité des grandes multinationales, ces entreprises ouvrent la voie à un nouveau modèle économique et à une approche différente du développement économique, plus proche des critères du développement durable.

Quel rôle devraient jouer l'Organisation mondiale du commerce, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ? Et faut-il élargir les fonctions de gouvernance économique des Nations unies ?

GK : Dans les conditions actuelles, les trois premières organisations sont avant tout des outils de protection de l'hégémonie économique occidentale et des intérêts des créanciers et des financiers. Dans un scénario idéal, les Nations unies développeraient des institutions économiques qui permettraient des relations économiques équilibrées, démocratiques et équitables entre les pays.

CM : Les Nations unies n'ont pas de capacité exécutive et ne sont pas en mesure de gérer les conflits. Au-delà des enjeux déclaratoires,

il est très difficile pour l'ONU de mettre en œuvre des politiques et les sanctions correspondantes. Les trois autres institutions répondent à l'idéologie et aux intérêts des fameux accords de Bretton Woods. Pour qu'elles puissent soulever des débats tels que la post-croissance, il faudrait qu'elles se réinventent complètement, ce qui est hautement improbable.

Enfin, quels devraient être les principaux objectifs géostratégiques de l'UE dans un contexte de post-croissance ?

GK : Nous sommes encore très loin de débattre de la post-croissance, il s'agit donc d'une pure spéculation. J'attendrais qu'un grand pays de l'UE exprime son intérêt pour une évolution dans le sens de la post-croissance, et ce débat pourrait alors commencer à avoir un sens. S'il faut aller plus loin dans un tel scénario, je répéterai ce que j'ai dit précédemment. L'intérêt géostratégique de l'Europe devrait être de maintenir une sorte de neutralité et d'indépendance actives en devenant un agent de paix et de stabilité dans le monde et en se concentrant, au niveau interne, sur le renforcement de la démocratie et sur la recherche de nouvelles formes de sécurité sociale et de bien-être sans croissance.

CM : Nous sommes en effet très loin de ce scénario. Ce n'est pas le débat actuel et nous devons nous concentrer sur les défis les plus urgents. Les États membres de l'UE désireux de conserver le Green Deal européen devront faire un effort important pour le défendre face à des gouvernements où la présence de l'extrême droite est si importante qu'elle remet en cause l'existence même du changement climatique.



Giorgos Kallis est un économiste écologique et un écologiste politique qui travaille sur la justice environnementale et les limites à la croissance. Il est titulaire d'une licence en chimie et d'un master en ingénierie environnementale de l'Imperial College London, d'un doctorat en politique environnementale de l'Université de la mer Égée et d'un second master en économie de l'École d'économie de Barcelone. Giorgos est professeur à l'ICREA (Institution catalane pour la recherche et les études avancées) depuis 2010. Il est surtout connu pour ses nombreuses publications sur la décroissance.

Cristina Monge est politologue et titulaire d'un doctorat de l'université de Saragosse, où elle enseigne la sociologie. Ses domaines d'intérêt sont le développement durable et la qualité de la démocratie, avec un accent particulier sur la gouvernance pour la transition écologique. Cristina travaille avec des centres de recherche tels que Globernance, BC3 et ECODES. Elle est également analyste politique pour *El País*, *Cadena SER*, *RTVE*, *infoLibre* et le *Green European Journal*. Elle participe au Forum du gouvernement ouvert (Foro de Gobierno Abierto) et au Conseil consultatif pour la coopération au développement (Consejo Asesor de Cooperación al Desarrollo).

Soledad García Consuegra est coordinatrice d'événements et de projets à Transición Verde, en Espagne.

Recom- mandations

Perspectives géopolitiques pour une Europe post-croissante

L'Union européenne, en passant de la poursuite de la croissance économique à la réduction équitable de son empreinte environnementale, renforcerait sa crédibilité dans la lutte mondiale contre les crises du climat et de la biodiversité. En outre, en dépassant l'extractivisme néocolonial et en libérant des ressources naturelles pour les pays en développement, elle pourrait ouvrir la voie à des partenariats plus équitables entre l'UE et les pays du Sud global.

La géopolitique ne consiste pas seulement à s'engager par la coopération, mais aussi à résoudre les conflits. Une UE post-croissante serait plus résiliente face aux conflits de ressources, gagnant ainsi en autonomie stratégique. Mais elle ne pourrait pas s'isoler complètement des conflits violents. Il ne serait donc pas judicieux qu'elle néglige sa défense ou qu'elle la confie à d'autres. D'autant plus que l'UE assume la responsabilité, inscrite dans ses traités, de faire respecter l'état de droit international, de défendre les droits de l'homme et de promouvoir la démocratie, que ce soit face à des autocraties agressives ou à des sociétés multinationales sans scrupules.

Un monde où règne la loi du plus fort ne développera jamais le niveau de coopération sans précédent nécessaire pour éviter l'effondrement écologique. Pour préserver l'ordre international fondé sur des règles tout en essayant de le rendre plus juste et plus efficace, l'implication de l'UE est essentielle. L'Union ne peut cependant y parvenir seule. La post-croissance offre une perspective

à l'UE en tant qu'acteur mondial, combinant son autonomie stratégique pour défendre ses valeurs et l'interdépendance stratégique pour protéger la vie sur Terre.

La puissance économique est importante en géopolitique. Une UE post-croissante risque de voir sa part dans le PIB et le commerce mondial diminuer encore plus rapidement qu'aujourd'hui. Pour devenir un acteur mondial, l'Union devra mobiliser un ensemble plus large d'instruments et de politiques lui permettant d'œuvrer en faveur de la sécurité humaine et écologique, tant en Europe que dans le reste du monde. Une UE post-croissante devra être plus unie, plus créative, plus proactive et plus fiable.

Les recommandations suivantes sur les perspectives géopolitiques d'une Europe post-croissante ont été élaborées en lien avec les partenaires du projet transnational *Geopolitics of a Post-growth Europe* de la Green European Foundation : BlueLink (BG), Center for Green Politics (RS), Etopia (BE), Fondation de l'Écologie Politique (FR), Green

House Think Tank (UK), Transición Verde (ES) et Wetenschappelijk Bureau GroenLinks (NL). Elles doivent permettre de prolonger la discussion.

Rassembler les forces

1. Œuvrer pour une plus grande unité dans l'action extérieure de l'UE afin d'utiliser plus efficacement les ressources diplomatiques, financières et militaires. Il s'agit notamment d'abolir les vetos en matière de politique étrangère et de sécurité, de parler d'une seule voix, de fusionner les services diplomatiques, de créer un siège pour l'UE au Conseil de sécurité des Nations unies et d'intégrer les forces armées des États membres.
2. Développer et acquérir conjointement les systèmes d'armes dont l'UE a besoin pour se protéger, protéger ses alliés et faire respecter l'état de droit international. Ces mesures permettraient de réaliser des économies, de favoriser l'interopérabilité des forces armées des États membres et de réduire la pression commerciale en faveur de l'exportation d'armes. Afin de réduire l'empreinte environnementale des forces armées, l'UE devrait rendre compte de l'intégralité des émissions de gaz à effet de serre des forces armées et introduire des exigences de développement durable pour les nouveaux équipements militaires, y compris pour les projets financés par le Fonds européen de la défense.
3. Développer et appliquer un modèle européen d'innovation. Les investissements publics devraient favoriser les innovations axées sur la valeur et la licence libre, qui maintiennent la pertinence de l'Europe en tant que centre technologique tout en facilitant le transfert de technologies vers le Sud global et en comblant le fossé entre les hommes et les femmes en matière d'innovation.

4. Accroître la marge de manœuvre budgétaire pour les investissements publics dans l'UE notamment par l'émission conjointe de titres de créance (euro-obligations).

Accueillir de nouveaux membres

5. Œuvrer en faveur de l'adhésion à l'UE de l'Ukraine, des États des Balkans occidentaux et d'autres pays afin de renforcer la sécurité, le poids géopolitique et la légitimité de l'Union. Veiller à ce que l'UE soit prête pour l'élargissement. La préservation des valeurs fondamentales et de la confiance mutuelle nécessitent, de la part de l'UE, le renforcement du contrôle de l'état de droit, des droits humains et de la démocratie, tant dans les pays candidats que dans les États membres. Les pays candidats doivent s'aligner sur la politique étrangère et de sécurité de l'UE bien avant l'adhésion.
6. Laisser la porte ouverte au Royaume-Uni. Sa réintégration réfléchie dans l'UE favoriserait non seulement la coopération en Europe, mais renforcerait également la position de l'Union dans le monde.

Partenariat avec le Sud global

7. Associer autonomie stratégique et solidarité. Une Europe sans croissance économique aurait plus de facilité à réduire sa dépendance excessive à l'égard des importations d'énergie et de matériaux, mais elle ne devrait pas négliger les divers impacts que cela aurait sur les pays exportateurs, en particulier dans le Sud global. La solidarité exige que l'UE les aide à créer de nouvelles sources de revenus et d'emplois.
8. Veiller à ce que l'UE et ses États membres respectent leurs engagements en matière de coopération au développement (0,7%

du revenu national brut) et de financement international de la lutte contre le changement climatique, et fournissent des compensations pour les pertes et les dommages causés par le changement climatique dans les pays du Sud global. En matière de coopération au développement, donner la priorité à l'amélioration des services publics au profit des femmes et des autres groupes défavorisés. L'égalité des sexes est propice à la paix et au développement.

9. Promouvoir l'ajout de valeur dans les pays producteurs de métaux. Même une Europe post-croissante devra importer des métaux pour assurer sa transition énergétique. Elle devrait non seulement lutter contre les nombreux abus dans le secteur minier, notamment en exigeant des entreprises qu'elles fassent preuve de diligence raisonnable en matière de développement durable tout au long de la chaîne de valeur, mais également aider les pays miniers à capter une part plus importante de la valeur par le biais de la transformation des minerais et de la fabrication. Une telle approche nécessite des investissements conjoints et des transferts de technologie.
10. Assumer un rôle de chef de file dans l'effacement de la dette afin que les gouvernements surendettés du Sud global puissent investir dans l'amélioration des services publics. L'extraction et l'exportation de ressources naturelles ne doivent plus être motivées par des obligations de remboursement de la dette, mais doivent résulter d'un processus décisionnel démocratique impliquant les communautés concernées.
11. Présenter des excuses officielles pour l'esclavage et le colonialisme. L'UE devrait faire pression sur tous les États membres concernés afin qu'ils présentent des excuses officielles pour l'esclavage et

le colonialisme et entament des discussions sur les programmes de réparation.

12. Promouvoir un meilleur équilibre au sein des institutions mondiales. L'UE devrait s'associer aux gouvernements démocratiques du Sud global pour élaborer des propositions visant à améliorer la représentation du Sud global au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

Rendre le monde plus sûr

13. Poursuivre une diplomatie écologique dans le cadre des conflits géopolitiques. Pour faire face aux crises du climat et de la biodiversité, l'UE doit coopérer avec des rivaux géopolitiques ouverts aux accords internationaux, sans pour autant faire preuve d'indulgence en matière de violation des droits de l'homme ou d'agression. Dans le cas de la Chine, la réduction des risques liés aux liens économiques permettrait à l'UE de travailler plus facilement avec Pékin lorsque cela est possible et de faire opposition lorsque c'est nécessaire.
14. S'efforcer de relancer les négociations sur le contrôle des armements. Personne ne profite d'une course mondiale aux armements, et encore moins une UE post-croissante. En ce qui concerne le contrôle des armes nucléaires, il faut s'efforcer de réengager la Russie et d'impliquer la Chine. L'UE et l'OTAN devraient faire preuve de transparence quant à leurs capacités militaires actuelles et planifiées, ce qui serait un premier pas vers l'instauration de la confiance nécessaire à la conclusion d'accords de limitation des armements.
15. Faire preuve de prudence en ce qui concerne les exportations d'armes. Des critères stricts devraient être définis dans

un règlement de l'UE ayant force exécutoire dans le chef de la Commission européenne. Ce règlement devrait exclure les livraisons d'armes aux régimes autocratiques et prévoir explicitement la fourniture aux gouvernements démocratiques des armes dont ils ont besoin pour se défendre contre les agressions.

- 16.** Défendre les droits humains et la démocratie. Soutenir les défenseurs des droits de l'homme, les militants de la démocratie, les défenseurs de l'environnement, les femmes et les militants pour l'égalité des sexes, ainsi que les médias indépendants dans le monde entier. Demander aux entreprises de rendre compte des abus commis dans leurs chaînes de valeur. Ouvrir des voies légales pour les réfugiés au lieu de construire une «Europe forteresse». Seules des politiques cohérentes permettront à l'UE de faire passer de manière crédible le message selon lequel les droits humains et la démocratie ont une valeur universelle et sont des éléments clés de la sécurité humaine et écologique.
- 17.** Promouvoir un dialogue international dans les pays industrialisés sur la post-croissance en tant que moyen d'éviter l'effondrement écologique, d'améliorer les résultats sociaux et d'assurer la justice écologique. L'UE devrait montrer l'exemple en prouvant qu'il est possible d'accroître le bien-être sans augmenter le PIB.

Géopolitique d'une Union européenne post-croissante

Il est peu probable que nous puissions désamorcer la bombe à retardement climatique sans même parler des autres menaces écologiques aussi longtemps que notre économie continuera de croître. Mais quelles seraient les conséquences de la fin de la croissance économique en termes géopolitiques ? L'Union européenne pourrait-elle encore être un acteur mondial si elle était la première à adopter la post-croissance ? Serait-elle capable de se défendre, de défendre ses alliés, la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit international à une époque où des autocraties agressives envahissent ou menacent leurs voisins démocratiques ? Ce rapport aborde des questions difficiles que peu de gens ont osé poser.

Contact:



Green European Foundation
Rue du Fossé 3, L-1536 Luxembourg
Bureau à Bruxelles : Mundo Madou
Av. des Arts, 7-8
1210 Bruxelles Belgique

+32 2 329 00 50
info@gef.eu

Suivez nos activités

Visitez nos site internet pour plus d'informations

 www.gef.eu

 [GEF_Europe](https://twitter.com/GEF_Europe)

 [GreenEuropeanFoundation](https://www.facebook.com/GreenEuropeanFoundation)

 [GEF_Europe](https://www.instagram.com/GEF_Europe)

 [Green European Foundation](https://www.linkedin.com/company/Green-European-Foundation)